

● **ERYTHREE :** Lire en page 12
le Kremlin à la croisée des chemins

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 28 JUIN 1978 — N° 718

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

MOULINEX LA SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS

Lire en pages
5 et 7



- Caen : 2 000 travailleurs toute la journée devant l'usine
- Alençon : pas de travail avec les fusils dans le dos
- Les agressions continuent contre les grévistes des autres usines

RENAULT-FLINS Pour la 2^e fois LES O.S. DES PRESSES REOCCUPENT

Dernière minute : 11 h , l'usine totalement bloquée
- Pas une voiture ne sort

Lire en page 6

Barre organise la hausse des prix : + 1,4 % en mai ?

Comme à l'habitude, des «indiscrétions» ont filtré des services du ministère de l'Économie et des Finances, chargé de calculer l'indice de hausse des prix, selon les critères INSEE. Celui de mai serait compris entre 1,2 et 1,4 %.

Barre ne manquera probablement pas de dire qu'il l'avait prévu, ce qui, tout cynisme mis de côté, est vrai, puisque ce «mauvais» indice est principalement dû à la hausse des tarifs des services publics, décidée par Barre au lendemain des élections. Les mois suivants verront s'exercer l'effet d'autres hausses gouvernementales (essence la semaine dernière, SNCF en juillet), et l'on peut ainsi s'attendre à une hausse sur l'année supérieure à 11 %.

La proposition gouvernementale d'augmenter le SMIC d'un peu plus de 20 %, et les salaires de la fonction publique de 9,5 % sur l'année n'en apparaissent que plus dérisoires et scandaleuses.

(Lire en page 3)

Sonacotra : faire échec aux menaces de Stoléro (Lire en page 4)

Yemen : coups de force au bénéfice de l'URSS (Lire en page 9)

Pègre et notables sur le même banc (Lire en page 8)

Contre le meeting fasciste RIPOSTE DE MASSE !

Tous
à la manifestation

MARDI 18 h 30
PLACE D'ITALIE
(Boul. de la Gare)

à l'appel du PCR ml
et de l'UCJR

Télévision

COMMENT ON ELIMINE UN JOURNALISTE INDÉSIRABLE

● Lundi, les juges de la 31^e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris avaient en face d'eux des prévenus d'un genre particulier : le PDG de FR 3, Contamine, et son directeur général Lemoine.

Ces patrons d'une des trois grandes chaînes de télévision étaient assignés au tribunal par le Syndicat National des Journalistes pour «*délict de discrimination envers un représentant syndical*».

Les démêlés de Frédéric Astoux, journaliste à FR 3, valent d'être racontés. Ils sont l'illustration d'une des manières qu'a le pouvoir de contrôler «*sa*» télévision, en tentant d'éliminer tous ceux qui seraient portés à ne pas confondre propagande et information. Ce qui est important à FR 3, particulièrement chargé de la radio-télévision régionale et «*d'outre mer*».

- En 73, Frédéric Astoux est journaliste au Bureau Régional d'Information de Marseille. Il est aussi délégué de sa rédaction, et membre du bureau national du SNJ. C'est suffisant pour en faire un indésirable de la télévision.

- En septembre, le directeur régional demande son licenciement, ou au moins sa mutation. On lui donne satisfaction. Astoux est nommé à Toulouse. Mais

à Toulouse, on refuse l'affectation. «*Je ne veux pas d'un journaliste qui s'interfère aux grèves et aux conflits sociaux*», déclare le rédacteur en chef.

- En mars 74, Astoux est nommé, suivant la procédure automatique, à la rédaction du journal national. Là, c'est Christian Bernadac (celui que aujourd'hui dirige l'information de TF 1) qui met son veto : il ne veut pas d'un «*emmerdeur*».

- En novembre 74, à la suite de l'éclatement de l'ORTF, on répartit les journalistes dans les différentes sociétés nouvellement créées. Curieusement, «*on*» oublie Astoux sur les listes. Il faudra l'intervention du SNJ pour qu'Astoux soit affecté à FR 3. Il atterrit au bureau d'Orléans.

- En octobre 77, il demande sa mutation à Paris. Rien ne s'y oppose en

principe, puisqu'il est prioritaire sur les listes, et qu'il manque des journalistes à Paris. Pas de réponse à cette demande. 3 mois plus tard, sur intervention syndicale, la direction s'engage à «*enviesager*» le problème. Entre temps, un journaliste, «*aux ordres*» lui, a été nommé.

- Le 8 mai, Astoux est enfin nommé à Paris... mais on ne lui donne pas de travail, on lui précise simplement qu'il ne travaillera pas à la rédaction.

- 10 jours plus tard, on lui explique que ses responsabilités syndicales justifient qu'il «*ne puisse avoir accès à toutes les responsabilités professionnelles comme les autres journalistes*».

C'est de ces atteintes évidentes aux libertés syndicales qu'avaient à répondre les deux directeurs de FR 3 devant le tribunal correctionnel. Quel que soit le résultat du jugement, une vérité est mise en évidence. Ouverture ou pas ouverture, libéralisme avancé ou pas, le pouvoir entend garder à sa botte cet immense moyen de propagande qu'est la télévision.

LE MATIN SERA IMPRIME PAR HERSANT DANS L'OUEST

La direction du *Matin* vient de passer un accord avec le groupe Hersant, aux termes duquel ce journal sera imprimé à Nantes par le réseau de fac-similé du groupe Hersant. Cette collaboration avec le plus digne représentant de la presse de droite suscite les protestations d'autres titres de la presse.

Et on se demande comment vont réagir nombreux de journalistes, venus au *Matin de France-Soir*, quand Hersant a mis la main sur ce dernier.

Les manœuvres de Hersant pour étendre son empire dans la grande presse s'étaient heurtées à la résistance des titres de pres-

se n'appartenant pas au groupe. Les titres parisiens avaient conclu un accord et avaient constitué des sociétés pour assurer leur transmission par fac-similé et leur impression en province.

Cette rupture par le *Matin* de la solidarité qui liait les titres n'appartenant pas à Hersant pourrait avoir des conséquences importantes si elle se généralisait. Si *Le Matin* étendait son accord à l'impression à Lille et à Lyon et à Toulouse, les sociétés assurant la reproduction en fac-similé se trouveraient mises en difficulté, et la porte serait ouverte à une mainmise totale de Hersant sur l'ensemble de la presse.

On sait que *Le Matin* connaît actuellement des problèmes pour équilibrer son budget. Par ce procédé, il cherche à accroître ses ventes en paraissant plus tôt dans les kiosques en province, et sans être en retard sur l'actualité. Ce calcul n'est pas forcément judicieux, les autres titres ayant choisi, pour faire pièce au *Matin*, d'acheminer leur presse par avion dans l'ouest.

F.N.

Perdriel, directeur du *Matin*

Robert Hersant



Les ambitions internationales de Chirac

Chirac ne s'est pas fait élire maire de Paris pour le simple plaisir d'administrer les affaires de la capitale. Il est évident, depuis mars 77, qu'il cherche à faire de Paris un bastion dans sa tentative de résistance à Giscard, et un jalon dans la réalisation de ses ambitions personnelles. Cette ambition passe par l'acquisition d'une stature internationale, et Chirac s'y emploie. C'est ainsi qu'il mène une politique systématique de relations avec les maires des autres capitales de par le monde, pour faire connaître Paris, mais surtout pour se faire connaître à l'étranger. Il vient de franchir une nouvelle étape de son plan : samedi, à l'Hôtel de ville, a été créée l'Association Internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones.

L'initiative d'une telle association, qui regroupe 21 capitales, est due à Chirac, qui espère bien en devenir président à l'occasion de l'Assemblée générale qui se tiendra en mai 79 à Québec.

Congrès du PSD

Le Parti socialiste démocrate, petit groupuscule appartenant à la majorité présidentielle et composé d'anciens socialistes ayant fait le «*bon choix*», a tenu congrès le week-end dernier à Evian.

Lors de son dernier conseil national, la proposition faite par son président de rallier l'UDF avait suscité une tempête dans un verre d'eau, provoquant la démission de certains responsables, qui depuis avaient fondé un groupe encore plus petit, la fédération des démocrates sociaux.

Le congrès a finalement adopté une motion prudente, admettant le ralliement à l'UDF dans des conditions à négocier. Les candidatures pour les élections européennes constitueront un des points de marchandage.

Le CIEL de quel côté ?

● Il se passe quelque chose du côté des intellectuels. C'est en tout cas ce que tendaient à démontrer les assises du CIEL (Comité des Intellectuels pour l'Europe des Libertés) qui se sont tenues à Paris vendredi et samedi dernier.

Le «*Comité des Intellectuels pour l'Europe des Libertés*» s'est constitué au mois de janvier, à un moment où le centre unique des préoccupations politiques était axé sur les élections. Le parrainage de personnages aussi divers que Ionesco, qui soutient le meeting fasciste du PFN, de Jean Marie Benoist, nouveau philosophe et candidat giscardien à Villejuif, Philippe Sollers ou Jean Marie Domenach n'a pas empêché que le CIEL soit immédiatement catalogué : il ne s'agissait que d'un éphémère regroupement aux fins basement électoralistes. Or, il se trouve que les élections sont passées, et que le CIEL continue. Il prend même l'extension, puisque son secrétaire général, Alain Ravennes, déclare que quelques 900 intellectuels ont donné leur adhésion. Parmi ceux-ci, là encore bien peu de similitudes apparentes : s'y cotoient des dissidents des pays de l'Est,

comme le soviétique Siniavsky, des écrivains résolument de droite, comme Raymond Aron ou Jean François Revel, et des personnalités dont on a coutume de dire qu'elles sont de gauche, comme Maria Antonietta Macciocchi ou Leroy-Ladurie. Ce n'est pas non plus au regard des initiatives du CIEL depuis 6 mois qu'on pourra le caractériser : Soutien à l'université de Varsovie, déclaration sur la «*terreur*» en Italie et la mort de Moro, appel au boycott conjoint du Mondial et des Jeux Olympiques de Moscou, création d'un centre de documentation sur les violations de l'acte final des accords d'Helsinki... Pour ajouter encore au contraste du tableau, signalons que les discussions des dernières assises ont parfois été des plus contradictoires, entre un Ionesco parlant «*d'assises anti-communistes*», et un Domenach mettant en garde «*ceux qui voudraient reconstruire la lé-*

gion anti-bolchévique».

Alors, qu'est-ce que ce Comité des Intellectuels pour l'Europe des Libertés ? A en juger par ces positions, au non de la même idée, Sollers part en guerre contre l'URSS «*centre le plus puissant du totalitarisme mondial*», ce qu'on ne peut qu'approuver, et que Ionesco est contre ceux qui veulent interdire le meeting fasciste de mardi.

Achetez le *Quotidien du Peuple* chaque jour dans le même kiosque

Le vote des Français de l'étranger était légal !

Le Conseil Constitutionnel a estimé que rien d'irrégulier n'avait entaché les inscriptions des Français de l'étranger. Ce safari électoral avait fait grand bruit à l'époque, les Français de l'étranger favorables à la majorité ayant été invités à s'inscrire dans des circonscriptions où la lutte s'annonçait serrée pour la majorité.

Cette manœuvre, a estimé le Conseil Constitutionnel, n'a rien d'illégal. La loi du 19 juillet 1977, que l'opposition avait approuvée, autorise les Français de l'étranger à se faire inscrire dans toute commune de plus de 30 000 habitants de leur choix, même s'ils n'y ont aucune attache. Le fait que des associations aient orienté le choix des circonscriptions ne tombe pas sous le coup de la loi. De telles pratiques sont donc appelées à se reproduire à l'avenir sur une plus vaste échelle.

MJCF : «CONSEIL NATIONAL» DANS LE TROUBLE ET LA CONTESTATION

De fête d'Avant Garde, en conseil national, le MJCF, l'organisation de jeunesse du parti révisionniste, rencontre pour le moins autant de problèmes que son puissant chaperon. Ce ne sont pas les réponses hystériques criées par Leroy, Juquin et autres Kanapa qui ont changé quoi que ce soit au mécontentement et aux questions que se posent de nombreux militants. Des questions qui n'auront pas été résolues au cours de ces deux jours de réunion, consacrés, l'un aux problèmes internes de l'organisation, l'autre au rassemblement international des organisations de la jeunesse démocratique, qui doit se tenir cet été à Cuba.

Les jeunes adhérents de l'UEC et des JC qui étaient venus nombreux vendre les articles d'Althusser réunis en brochure, à Ivry, les 3 et 4 juin, ceux qui ont demandé à Guy Herrier, ce notable du bureau politique, ce qu'il pensait de l'autonomie des masses, ceux qui ont envoyé à leurs dirigeants des lettres que ceux-ci n'ont jamais rendues publiques et auxquelles ils n'ont jamais répondu, ne sont pas prêts à baisser pavillon. Pour beaucoup, il n'est plus possible d'attendre et de se taire. Ce qui est en cause, aujourd'hui, c'est bien la nature politique de la JC.

Le journal *Rebelles*, publie ce mois-ci plusieurs

interviews et lettres de militants JC de la banlieue d'Ivry, ainsi qu'une «lettre ouverte» d'un membre d'un bureau fédéral du MJCF. Au cours d'une réunion de cercle qui a réuni les militants JC d'Ivry et ceux de l'UCJR (Union communiste de la jeunesse révolutionnaire), en présence d'un secrétaire fédéral du MJCF, une discussion houleuse a permis de clarifier les positions sur plusieurs points. Notamment, à partir d'un exemple bien connu de tous, celui de la construction d'un commissariat dans la ville voisine de Vitry, exigée par le PCF, ce sont deux pratiques différentes qui sont nettement apparues : en riposte à l'opération du

PCF, avec la participation des révolutionnaires, un collectif populaire contre la répression a pu se créer. A partir de cet exemple concret, le débat a nettement permis de poser les clivages entre deux conceptions radicalement différentes de la démocratie.

«LE CERCLE A COMPLETEMENT COULÉ»

Dans le même N° de *Rebelles*, un membre du cercle des JC de Vitry explique comment, dans son cas personnel, les élections ont «joué le rôle de révélateur». «Je m'attendais, écrit-il, à la victoire de l'Union de la gauche, mais je m'aperçois que l'on n'obtiendra rien par les élections». D'autant que «depuis les élections le cercle a complètement coulé, le secrétaire ne convoquant plus de réunion». Seule perspective offerte à ce jeune par son organisation : des tracts à diffuser pour la fête d'Avant Garde et une réunion sur le rapport du comité central du PCF.

LA COUPE DU MONDE EN TRAVERS DE LA GORGE

Ce n'est pas seulement

le fonctionnement du MJCF qui est remis en cause. La réflexion critique s'étend à la ligne elle-même. Tel contestataire souligne qu'«il est curieux que, dans le projet de société formulé par le PCF, seuls les points matériels aient été clairement exprimés» et remet en cause ce projet qu'il qualifie de «capitalisme doté de quelques nationalisations». Au moins si l'extension du projet n'est pas forcément vu dans toute son ampleur, sa nature de classe est-elle justement désignée.

Ces lettres, ces contributions sont précieuses. Elles montrent à quel point le parti de Marchais étouffe les initiatives de jeunes qui veulent changer les choses, mais aussi quelle capacité de résistance peut se manifester dans ses rangs. Il est plus que probable que la participation au festival de Cuba ne suffira pas à ranimer l'enthousiasme pour des jeunes qui ont sur le cœur la rancune soulevée par la position du PCF à l'égard de la coupe du monde de football en Argentine, et du COBA. Et il est probable le mouvement qui s'est esquissé ces dernières semaines pourrait bien encore se renforcer.

Fête du PCF dans le Pas - de - Calais

Où la libération de la femme passe par des travaux d'aiguilles

A la fête fédérale du PCF du Pas-de-Calais, à Avion, c'était la kermesse avec pour vedettes la société Ricard, la bistoule pour la défense du pays minier, la Coupe du monde retransmise sur écran géant, qui concurrençait la cannette du stand de l'usine BSN-Wingles, où on cherchait en vain mention des 120 licenciements.

Krasucki, la vedette politique de la journée, a reçu un accueil bien tiède à côté du délire qui a accueilli la vedette de show-business Frédéric François.

Des débats étaient annoncés depuis fort longtemps dans *Liberté*, quotidien du PCF dans la région du Nord. Le débat avec des travailleurs des entreprises a été déplacé en dernière minute de 15 h à 10 h 30 du matin.

Celui sur les femmes a été annulé, prétendument faute de participants. Des centaines de femmes étaient pourtant présentes dans la fête, certaines étant occupées à vendre des travaux d'aiguille au stand de l'Union des Femmes Françaises.

Les jeunes du MJCF étaient occupés à «défricher», c'est-à-dire à faire adhérer à la pelle. Des discussions avec eux montraient bien souvent la faiblesse de leur accord avec la ligne du PCF. Plusieurs s'interrogeaient sur la position de leur parti sur la Coupe du Monde en Argentine ; une animatrice du débat annulé sur les femmes se dit ouvertement en contradiction avec un panneau affirmant : «Le PCF est le parti de la libération de la femme».

Rebelles n° 10 est paru : Au sommaire de ce numéro :

Editorial : dès aujourd'hui aux côtés de la classe ouvrière.
Après les élections, les luttes

LUTTE DE LA JEUNESSE :

Lycée Bergson (Paris 19^e). Objectif : préparer la rentrée
Pau : expulsions, brimades, répression, les lycéens se révoltent.
Nantes : la lutte des stagiaires Barre
Blois : interview de comité «Jeunesse en lutte» de Blois.
Paul Valéry (Paris 12^e) : C'est sur nous-mêmes qu'il faut compter.

MARÉE NOIRE... ENERGIE

Marée noire. C'est pas fini ! Parution d'un numéro spécial le 30 juillet «Contre toutes les marées noires du capitalisme».
Sciences : quelle énergie ? Pour quoi faire ? Où en est le pari nucléaire ?

CONTRADICTION AU SEIN DE LA JC

J.C. : Engageons largement le débat
Une réunion UCJR/JC à Vitry
Lettre d'un membre d'un Bureau Fédéral du MJCF.
Questions ouvertes aux J.C. (Tract national de l'UCJR).
Les opposants prennent la parole

INTERNATIONAL

Erythrée : seule contre les grands, interview d'un militant du FPLE
Zimbabwe : «Nous ne sommes pas faits pour être opprimés». Témoignage d'un prof expulsé, sur l'Apartheid.
Un seul chemin pour la libération : le fusil
Zaire : soutenons les luttes des peuples d'Afrique pour leur libération
COBA : Où en est-on ?
Paul Valéry : chronique d'un COBA lycéen
Débat «sport et politique» à la fête d'Avant Garde : la J.C. minoritaire.

MAI 68

Mai 68 : L'acharnement à changer le monde
Mai 68 : Place au peuple !

POESIE, VACANCES

Néruda, poète d'un peuple
Vacances : que font les jeunes ?
Rebelles a lu...

Fontion publique : l'automne de Dominati

Jacques Dominati nouveau secrétaire d'Etat à la fonction publique, a fait connaître hier ses propositions salariales aux syndicats : 1 % d'augmentation au 1^{er} juillet, 2,5 % au 1^{er} septembre, 1,5 % au 1^{er} novembre. Cela ferait au total une hausse de 9,5 % sur l'année, alors que l'indice officiel de mai s'annonce aux alentours de 1,3 % que celui de juin pourrait être encore plus élevé, et que ceux de juillet et d'août devraient être du même tabac (hausse de l'essence et libération des prix industriels). Cela pourrait donner officiellement 11 à 12 % de perte, mesurée avec un indice sous-estimant l'impact de la hausse des prix pour les familles populaires.

FO a quand même trouvé que c'était un «point de départ», la CFDT qu'on disait aux fonctionnaires «Tiens, Milou, ronge ton os», la CGT que «le pouvoir d'achat baissait», et la FEN s'est dite «décue». On le serait à moins !

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 924 Paris Cedex 19

ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom
Prénom
Adresse

De la révolte à la révolution
REBELLES
JOURNAL DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE ÉTÉ 76 - N°10 - 4 F

**REBELLES N° 10, 4 F
PASSEZ VOS COMMANDES AU 57 rue ordener,
Paris 75018**

Corr.

Négociez, négociez... Vous n'empêcherez pas les luttes de se développer

Alors que par milliers les travailleurs sont en lutte en cette période proche des congés, les «négociations» ouvertes dans un certain nombre de secteurs par les directions syndicales et le patronat poursuivent leur bonhomme de chemin, les grands moyens d'information s'échinent à faire le plus de battage possible autour de ces simulacres de négociations ; si possible immédiatement après la rubrique «conflits sociaux», histoire de faire croire sans doute à la validité de ces parlottes inutiles, par opposition à «ces grévistes qui perdent de l'argent-pour-rien».

Lundi s'ouvraient donc des discussions dans la fonction publique ; ou plutôt reprenaient, car elles avaient pris un bien mauvais départ au début du mois de juin. Parallèlement, il paraît que nos négociateurs se concertent sur les salaires minima dans différentes branches du secteur privé. Le CNPF serait disposé à conclure

des accords avant les congés. Tiens, pourquoi ? La peur d'une rentrée difficile peut-être...

C'est bien là le fond de l'affaire. Ce qui préoccupe au premier chef les acharnés de la négociation, de part et d'autre du tapis vert, c'est cette rentrée dont tout indique qu'elle sera marquée par un développement important des luttes. Ce ne sont certes pas les miettes que lâcheront les patrons qui y changeront grand chose. Les revendications des travailleurs sont tout autres. C'est 300 F pour tous, la 5^e semaine de congés, la réduction du temps de travail... Autant de revendications ne figurant même pas dans les ordres du jour de ces savants conciliabules qui se mènent dans le secret des cabinets patronaux. Autant de revendications sur lesquelles se battent actuellement des milliers de travailleurs.

G.P.

Communiqué du Comité de Liaison des Éleveurs Intégrés

Après le procès de Laval le 22 février 1978 où trois Paysans-Travailleurs étaient attaqués en diffamation par la Wessafic et où cette dernière s'est vue déboutée pour vice de forme, la Wessafic a fait appel de ce jugement mais a préféré se désister au dernier moment devant la Cour d'Appel d'Angers.

Les éleveurs intégrés et les Paysans-Travailleurs enregistrent avec satisfaction ce recul de la firme. C'est un élément favorable de plus, un succès qui vient s'ajouter à ceux enregistrés depuis Laval, à savoir :

- la remise en route de l'élevage des Frères Métral,
- la décision du tribunal de Marmande de reporter d'un an la vente forcée aux enchères sur saisie immobilière de la ferme de Monsieur Loichon dans le Lot et Garonne, en litige avec la Wessafic.

Mais les conflits des producteurs intégrés, tant avec la Wessafic qu'avec de nombreuses firmes coopératives ou privées, sont loin d'être tous réglés.

Dernièrement à l'appel des Paysans-Travailleurs, les producteurs sont intervenus auprès du directeur d'Orgex, Monsieur Morlet à Saint-Martin d'Estréaux - Loire - pour demander l'annulation des poursuites judiciaires contre plusieurs éleveurs de veaux.

Devant le nombre croissant des problèmes et la situation souvent dramatique des producteurs, le CLEI et «Paysan-Travailleur» sont déterminés à poursuivre la lutte.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Foyers Sonacotra

STOLERU VEUT EN FINIR CET ETE FAISONS ECHEC A SES MENACES

Dans les jours qui viennent, une centaine de résidents sont convoqués devant les tribunaux. Il y a quelque temps, ils avaient reçu une lettre leur enjoignant de payer dans les 8 jours ce que la Direction considère comme leur dette. Pour certains, la somme s'élève à plus d'un million d'anciens francs, par exemple pour ceux qui ont commencé la grève des loyers en septembre 75. Faute de quoi, dit la direction : «*Nous saisirons la juridiction compétente d'une demande d'exclusion du foyer et de condamnation au paiement des sommes que vous devez...*». C'est cette procédure qui a été mise en route, concernant des résidents de 14 foyers. Evidemment, la direction n'a pas lancé ses poursuites à l'aveuglette, non plus qu'elle n'a attaqué chacun des 25 000 grévistes. Elle a entraîné en justice des délégués et des résidents actifs, pour tenter de décapiter le mouvement. Car après ces procédures d'exclusion des foyers, elle compte bien arriver à expulser hors de France ces résidents, à la moindre tentative de résistance à la répression, sous prétexte d'atteinte à l'ordre public. Pour le Comité de coordination, il n'est pas du tout exclu que ces expulsions se déroulent comme en

● Quatrième année de lutte, dans les foyers Sonacotra. Aujourd'hui, le gouvernement, prenant directement le relais de la direction de la Sonacotra, veut frapper un gros coup. C'est ce qu'a exposé lundi après-midi, lors d'une conférence de presse, le Comité de Coordination des foyers Sonacotra en grève.

avril 76, c'est-à-dire selon une procédure d'urgence : sans mandat, sans prévenir, afin d'empêcher toute riposte. Evidemment, pour faire cette sale besogne, la bourgeoisie choisit son heure : la période des vacances étant là, elle pense que se sera plus facile. Son projet «assainir» la

situation d'ici septembre, afin que tout redevienne «normal» en octobre. Déjà, pour accélérer les choses, le feu vert est visiblement donné au niveau des gérants et des groupes fascistes, qui multiplient les provocations dans les foyers.

On peut dire que depuis

nue ! Aujourd'hui, 110 foyers Sonacotra sont en lutte et les foyers AFRP de Sartrouville, Saint Denis, Gennevilliers, Poissy, les foyers ADEF de Champigny, Pontoise, Le Bourget, Viry Chatillon..., les foyers AFTAM de Montreuil, Drancy..., sont à leur tour entrés en lutte, se regroupent entre eux. Un début de coordination se met en place avec les foyers Sonacotra. C'est bien aussi parce que la lutte s'étend, que le gouvernement veut donner un coup d'arrêt au mouvement, isoler les délégués, régler le problème une fois pour toutes.

C'est compter sans l'expérience acquise au cours de ces années de lutte par les résidents, sans leur unité autour du Comité de coordination, leur détermination à faire reculer le gouvernement. Car malgré la période défavorable, c'est la riposte qui s'organise. Les résidents savent qu'aucun recours légal n'est possible, dans cette phase de la lutte. Seule une large mobilisation peut mettre en échec le gouvernement. C'est pourquoi en plus d'une information la plus large sur les menaces actuelles à l'encontre des résidents, le Comité de coordination, et les autres foyers en lutte, appellent à une manifestation centrale à Paris le 8 juillet. A l'heure où la police envahit les usines occupées comme à Renault Flins, à Cléon, à Moulinex et partout où se développent les luttes, ces menaces contre la lutte des travailleurs immigrés des foyers sont intolérables ! Français et immigrés mobilisons nous pour faire échec à cette tentative !

Monique CHÉRAN



Du côté des partis de gauche et des directions syndicales: pas de réaction...

Devant ces nouvelles menaces contre le comité de coordination et la lutte des foyers, à gauche, c'est toujours le silence. Le PCF continue à essayer de faire connaître son «statut du travailleur immigré». Pour lui, le comité est, depuis le début de la lutte, une équipe de gauchistes aventuristes et irresponsables, il l'ignore obstinablement. La direction CGT, elle, fait ouvertement un travail de division. Tout en protestant du bout des lèvres contre les augmentations prévues le premier juillet, elle s'évertue à construire des «comités de résidents» complètement bidon, pour essayer de court-circuiter les formes d'organisation que se sont donnés les résidents. Pendant des mois, elle a négocié avec Stoleru, dans le dos des résidents, pour mettre en œuvre les «aides transitoires au logement», qui sont un moyen comme un autre de faire reprendre le paiement des loyers, puisque pour y avoir droit, il faut payer le loyer. Cette prétendue aide, les résidents n'en veulent d'ailleurs pas, et la dénoncent pour ce qu'elle est : un nouveau moyen de pression. A la direction CFDT, qui a été un peu moins grossière dans ses attaques, on jette le masque : à l'heure de la mobilisation, elle vient d'adresser au comité une lettre dans laquelle elle fait comprendre qu'il ne faut pas compter sur elle... «*On va nous dire que les travailleurs ne sont pas là, que c'est les vacances... Nous mettons ces organisations devant leurs responsabilités... Il n'est pas question pour nous de cacher ces contradictions, il faut au contraire que les travailleurs les connaissent, pour qu'ils tranchent eux-mêmes*», disait lundi le comité de coordination. «*Pour ces gens, ce qui compte, c'est de diriger la lutte à la place des résidents, de négocier à leur place, sans tenir compte de leurs revendications. Nous ne pouvons l'accepter*»...

3 ans que dure la grève, la Sonacotra et le gouvernement auront tout essayé pour briser le mouvement : expulsion de 18 délégués en avril 76, saisies arrêt, refus de renouvellement des papiers, procès où toutes les entourloupes sont possibles pour blanchir la direction Sonacotra... Rien n'a manqué. Pourtant, la lutte conti-

Dès le début juillet une centaine de résidents devant les tribunaux

Le 4 juillet, le foyer d'Elancourt au Tribunal de Compiègne.

Le 5 juillet, les 4 foyers d'Argenteuil au Tribunal de Sannois à 14 h.

Le 7 juillet, les foyers de Saint-Denis et de Pierrefitte au Tribunal de Saint-Denis, à 14 h ; le foyer d'Ivry, au Tribunal d'Ivry, à 14 h ; le foyer de Sainte-Geneviève des Bois au Tribunal de Longjumeau, à 9 h.

Le 10 juillet, le foyer de Chelles, au Tribunal de Lagny.

Le 13 juillet, le foyer d'Erment, au Tribunal de Montmorency, à 14 h.

Le 12 juillet, le foyer de Montreuil, au Tribunal de Montreuil, à 10 h.

Le 31 juillet, le foyer de Bagnolet, au Tribunal de Bobigny.

De toute évidence, en multipliant le nombre de lieux d'assignation devant les tribunaux, tout au long du début juillet, le gouvernement espère rendre la mobilisation plus difficile. Détrompons-le, en étant le plus nombreux possible à ces procès !

Moulinex : lundi à Alençon

UNE JOURNEE DE LUTTE CONTRE LA REPRESSION PATRONALE

De notre envoyée spéciale
Nadine CHATRAS

● La direction des différentes usines Moulinex avait décidé de frapper lundi matin. A Caen et à Alençon, elle tente de faire ouvrir les portes dès le matin en se servant de nervis fascistes et de cadres. A Caen, les affrontements ont été violents. A Alençon, les nervis sont repoussés mais ce sont les CRS qui investissent l'usine. A Mamers aussi, il semble que les flics ont investi l'usine. Partout, la même fermeté, le même refus de négocier. Face à cela, la solidarité ouvrière joue à plein et la riposte s'organise. Personne ne veut travailler avec les fusils dans le dos ! Les négociations ne peuvent s'ouvrir que sur une base minimum reprenant les revendications des grévistes : « Il faut tenir, il faut gagner ! ». Les travailleurs ont conscience que leur patron applique le plan Barre, mais la révolte est trop grande : ils ne veulent pas céder maintenant.

Lundi matin, la direction de Moulinex a décidé de jouer l'épreuve de force. Elle n'a pas renvoyé les non-grévistes comme elle le fait habituellement (en les invitant à revenir pour un autre jour). Les cars de Moulinex ne sont pas repartis ; peut-être la direction espérait-elle que les grévistes accepteraient de rouvrir les portes sans conditions, et que les autres travailleurs rentreraient à l'intérieur ! Mais les négociations qui se sont ouvertes à 8 h lundi matin entre la direction générale et les syndicats en présence du préfet tournaient en rond. Pendant ce temps, des nervis du SAC payés par la direction (ceux-là même qui ont fait la campagne du député RPR) et quelques cadres ont tenté à plusieurs reprises de reprendre l'usine. Ils n'ont pas hésité à frapper une fille à coups de poing dans le ventre en disant : « Laissez-nous faire notre boulot on est payés par un membre du directoire ». Mais seule une poignée de non-grévistes employés et cadres sont rentrés. Ils ont été enfermés dans le hall, tandis que les autres étaient repoussés de toutes parts. A 9 h 30, ils ressortaient sous les huées des grévistes. Une femme s'écriait à l'encontre de son mari qui était de ceux qui sortaient : « Tu n'as pas honte de te joindre à ceux-là ? ».

Après leur départ de

l'enceinte de l'usine, les provocations continuent à toutes les entrées de Moulinex, mais la vigilance et l'intervention rapide des grévistes empêchent que les agresseurs entrent de nouveau dans l'usine. La direction continue de reprendre injures et mensonges auxquels répondent les mots d'ordre, les chansons ou les interventions des grévistes. Des groupes se forment où les grévistes actifs et les travailleurs qui ne venaient que le matin aux nouvelles discutent sur la lutte, sur la direction qui ne veut pas céder et surtout sur les attaques des fascistes. La plupart exprime la révolte à l'encontre de ces méthodes employées par la direction et ses cadres : « C'est vraiment dégueulasse de voir ça ; des cadres qui n'hésitent pas à taper sur des femmes ! Et ils gagnent un million par mois ces types-là » dit une gréviste. Une autre : « Ça c'est le fait de la direction Moulinex ». « Tu sais, répond une autre, ce sont toutes les directions qui sont comme ça ! Quitte à me faire envoyer à l'hôpital, je ne lâcherai pas » affirme une troisième gréviste.

L'ATTENTE

Pendant ce temps, une nouvelle entrevue a lieu à la préfecture. A 11 h 30, les délégués reviennent en expliquant que la direction



veut bien négocier certes, mais comme toujours, si les portes sont ouvertes et sans donner aux syndicats les bases de la négociation. Amelaine, lui, donne sa version au micro, non sans avoir d'abord injurié les syndicats : « La négociation ne peut s'ouvrir que si les portes sont ouvertes par les délégués syndicaux eux-mêmes à midi » dit-il. Les délégués ne peuvent prendre de décision sans les travailleurs, mais le sentiment général c'est qu'il faut laisser les portes fermées, parce que c'est de cette façon-là qu'en 74, la direction avait trompé les travailleurs ; les portes avaient été ouvertes par les syndicats ; le travail avait repris et le patron n'avait quasiment rien cédé. « Ce n'est pas maintenant qu'on va céder » dit une femme, exprimant ainsi le sentiment de nombreux grévistes. L'assemblée générale improvisée décide de maintenir les portes fermées. Le patron prend alors la parole pour inviter les gens à rentrer chez eux en leur disant qu'il est inutile de revenir à 13 h 30, ni demain, qu'ils seront prévenus par voie

de presse et de radio... Beaucoup vont déjeuner et les cars Moulinex repartent vers les campagnes environnantes.

LES FLICS INVESTISSENT L'USINE

Dix minutes plus tard, du carrefour de droite, arrive à pied un bataillon de CRS. Il déloge le piquet de grève ; un groupe de grévistes résiste symboliquement, pendant que des femmes accueillent les flics aux cris de « Négociations, CRS hors de l'usine » et que les délégués CGT tout affolés font partir à toute vitesse les grévistes des portes en criant : « Ne cédez pas à la provocation ! » Vers 13 h 30 quand reviennent les travailleurs, les slogans « portes ouvertes, négociations » et les chansons reprennent de plus belle. La révolte se lit sur tous les visages. On n'a jamais vu ça à Alençon chez Moulinex. « Moi aussi je vais me mettre à gueuler ; ils me dégoutent tellement » dit une dame âgée.

L'Internationale est entonnée à pleins poumons face aux flics. Les paroles

ont été copiées car dans la manifestation de jeudi dernier, beaucoup de femmes regrettaient de ne pas les connaître.

PERSONNE NE RENTRE

Vers 14 h, les flics font une sortie en bousculant les grévistes pour faire une haie à partir du trottoir face à l'entrée de l'usine afin que « ceux qui veulent travailler entrent ». Les délégués interviennent pour dissuader d'entrer sous la « protection » des flics. Après une heure d'attente de la direction, aglutinée à la porte de l'usine, seul un

gréviste est rentré sous les huées de tous les travailleurs présents. Un slogan fuse : « Les flics sur les chaînes ». La direction a raté son coup.

Les grévistes partent partout à travers la ville avec des sonos pour informer les travailleurs des différentes usines, mais la voiture est bloquée par les flics. Le PCF quant à lui, envoie un télégramme de protestation au ministère du Travail ! Une manifestation est décidée pour 17 h 30 et un tract d'appel est aussitôt lancé sur toute la ville.

Mardi matin

L'entrée de l'usine est toujours bloquée par les CRS. Cinq cars sont là. Un groupe de CRS est placé devant une des portes de l'usine, l'autre porte étant toute grande ouverte. Une centaine de flics forment une haie au large des portes et maintiennent ainsi les travailleurs assez loin de l'entrée. La direction, toujours injurieuse, n'arrête pas d'appeler les gens à rentrer, traitant les grévistes de « brailards ». Mais jusqu'à 7 h, rien ne se passe. Les syndicats appellent les gens à ne pas travailler « avec un fusil dans le dos ». Des groupes d'ouvriers crient « Travailleurs ne rentrez pas, flics hors des usines ! ».

La direction menace de ne pas négocier si les gens ne rentrent pas, mais elle est obligée de reculer là-dessus. Des négociations doivent avoir lieu à 11 h à Caen entre les syndicats de différentes usines Moulinex et la direction générale.

A 7 h 1/4, une centaine de personnes rentrent sous les huées des travailleurs : ce sont surtout des cadres et quelques professionnels. Mais, malgré le raccrochage des chefs, nombreux sont les travailleurs qui refusent de rentrer avec les flics dans l'usine. « Moi je veux bien rentrer mais ces gars là me barrent la route ! », dit un ouvrier en désignant les CRS. Beaucoup de travailleurs hésitant sur la grève sont décidés à ne pas rentrer tant que les flics seront là et tant que les négociations n'auront pas abouti

2 000 personnes dans la rue pour soutenir ceux de Moulinex

A l'appel de tous les syndicats, une manifestation se déroulait à partir de 17 h 30. Réunie devant la cathédrale, elle commence par se diriger vers la préfecture. Là, le maire PS fait un discours (encore un), pour expliquer qu'il n'était pas d'accord avec l'envoi des flics, mais qu'il n'y pouvait rien... La municipalité se montre beaucoup à Moulinex ; elle soigne son image de marque. Il faut dire aussi que Moulinex, c'est 2 500 salariés sur une population totale de 7 000 personnes.

La manifestation se dirige ensuite vers l'usine, après avoir traversé la ZUP où la solidarité s'exprime de nombreuses fois. Devant l'usine, les délégués donnent rendez-vous à tout le monde à 6 h mardi matin et appellent à soutenir financièrement les grévistes. Une collecte est organisée, puis la manifestation se termine par l'Internationale.

Berliet-Vénissieux : débrayages des caristes

Les caristes refusent les « mouchards » que la direction veut placer sur leurs engins. Ils luttent également pour des augmentations de salaires que refuse toujours de leur accorder la direction. Vendredi ils ont débrayé alors que les patrons prétendaient faire effectuer le travail par d'autres ouvriers non qualifiés ; un accident a eu lieu dans l'atelier « véhicules lourds ». Le chariot transportait une charge supérieure à la normale. Le débrayage qui n'est pas sans lien avec l'accident fait suite à une série de luttes qui se sont déroulées dans différentes usines dont celle de Lyon-Feuillet il y a une dizaine de jours.

Lock-out du chantier de Paluel

Parce que les syndicats avaient réussi à imposer le boycott du vote à bulletin secret organisé par la direction, celle-ci a décidé vendredi la fermeture du chantier. Le conflit de Paluel, depuis plusieurs semaines, est à relier aux luttes nombreuses qui ont été menées sur des chantiers de centrales électro-nucléaires. De Dampierre à Brau-Saint-Louis, à Malville et à Paluel, les travailleurs refusent des conditions de travail inadmissibles et ont engagé de nombreux mouvements de grève. Chaque fois les flics ont été les seuls interlocuteurs que les grévistes aient trouvés en face d'eux. Le 25 avril, ils faisaient six blessés à Paluel et à Creys-Malville à la suite d'une intervention, neuf grévistes étaient inculpés et ont comparu devant le tribunal « pour entrave à la liberté du travail et violences ». Les juges ne se sont pas prononcés et ont demandé un complément d'information.

LUTTES OUVRIERES

Les banquiers décident des salaires

Les Boussac coupent les routes

Dans la matinée de mardi, le «pool bancaire» des créanciers de la firme Boussac devait prendre une décision au sujet des salaires à verser ou non aux ouvrières et aux ouvriers de Boussac. Les banquiers ont fait savoir par la bande qu'ils étaient disposés à verser celui de juillet, mais qu'ils seraient plus réticents pour celui d'août et pour la prime de vacances. Le préfet des Vosges avait de son côté promis que les congés payés seraient versés...

Aussi les Boussac qui n'accordent aucune confiance aux paroles des banquiers ou des préfets ont-ils encore durci leur action lundi, en renforçant les barrages routiers dans le département. Boussac veut «licencier le département», ils occupent le département !

LES CHÔMEURS BRETONS INTERROMPENT LE CONSEIL REGIONAL

Les conseillers régionaux devaient gravement discuter de la marée noire, plus de trois mois après l'échouage de l'Amoco.

Les ouvriers de la SPLI (Société parisienne de lingerie indémaillable) dont l'entreprise est en liquidation depuis le 1^{er} juin, ont interrompu le ron-ron parlementaire, en exigeant un emploi. La séance du conseil a été immédiatement levée par son président RPR.

La SPLI employait 1 500 ouvriers dans toute la Bretagne.

10^e JOUR DE GREVE AU METRO DE LYON

Mercredi, la grève des conducteurs du métro de Lyon entre dans la 10^e journée. La direction des TCL a tenté en début de semaine de faire circuler une rame avec des non-grévistes.

L'ARSENAL DE CLERMONT BLOQUE L'AEROPORT

Les trois cents ouvriers de l'Atelier industriel de l'Air, en grève depuis le 14 juin, ont occupé et bloqué l'aéroport de Clermont. Les ouvriers exigeaient que soient satisfaites les revendications communes à tout le mouvement qui secoue les arsenaux.

Arsenal de Brest

DURCIR L'ACTION

Lundi matin, après la consultation quotidienne des gars de l'arsenal par ateliers, une manifestation partait depuis la porte Jean Bart. La forte mobilisation, et le ton toujours aussi combatif, montre la grande détermination des travailleurs de l'Arsenal à faire aboutir leurs revendications, et ce, malgré le manque de propositions des directions syndicales à mettre en œuvre des moyens pour durcir la lutte.

Parti vers 10 h, le cortège qui regroupait plus de 5 000 travailleurs, se dirigeait vers la place de l'Hôtel de Ville, lorsque, en passant sur le pont de Recouvrance, une dizaine de gars du Bassin 10 stoppèrent le cortège à sa fin,

en faisant un sit-in. Une discussion s'engage alors avec les quelque 1 000 travailleurs de la fin du cortège, qui rejoignent très vite les positions du petit groupe, et participent également au barrage du pont principal de Brest. Tandis que le reste du cortège qui ne semble pas s'être aperçu de l'action de leurs camarades continue par la rue de Siam...

Après le traditionnel meeting et la dissolution de la manifestation, les gars qui rejoignent l'arsenal, constatent le barrage humain que font leurs camarades, et des discussions s'engagent sur l'opportunité de telles actions. L'ensemble des travailleurs est d'accord pour durcir

les méthodes, tandis que les responsables syndicaux condamnent ce genre d'actions. Le prétexte d'une éventuelle provocation policière, est toujours mis en avant.

Mais les jeunes, s'inspirant des traditions de lutte de la classe ouvrière de Brest, montrent une très grande détermination à faire aboutir leurs revendications, celles aussi de leurs aînés, qu'ils avaient arrachées de haute lutte, les décrets de 51 et 67. Et les travailleurs envisagent des actions pour faire durer leur mouvement au mois d'août s'il le faut !

Les vacances ? «De toute façon, avec la marée noire, elles sont en partie fichues !»

Mardi matin, les direc-

tions syndicales proposaient un vote concernant les formes de grève : grève de durée indéterminée, forme adoptée dès le départ ou grève reconductible toutes les 24 heures. Les gars semblent attachés à la première forme proposée, mais voient en la seconde, le moyen de jauger la combativité des gars.

Ces consultations par ateliers, se font justement au moment où, après deux semaines de grève, les travailleurs des arsenaux font preuve d'une grande détermination. Cela comporte un risque certain de division.

• **Arsenal Lorient** : Les flics sont intervenus pour fermer les portes et ainsi empêcher les grévistes d'occuper les ateliers...

Renault - Flins

LA GREVE DES PRESSES CONTINUE

L'usine de Flins a repris le travail ce matin à l'exception de l'atelier des presses. L'équipe du matin n'a pas travaillé. Du moins les presses qui ont tourné un moment ont été arrêtées par les OS, les plus déterminés dans la grève. Quelques bagarres ont éclaté entre la maîtrise et ces OS.

A 8 h 30, les travailleurs de Flins étaient appelés par leurs directions syndicales à débrayer. Dans l'usine, les voitures de flics, de la Régie et des Renseignements Généraux sont omniprésentes. Dans l'atelier des presses, ils ont fait

suite aux CRS qui ont quitté l'usine vers 4 h du matin.

Mardi matin, la Régie levait le lock-out qui touchait 9000 ouvriers de l'usine de Flins. Des délégués syndicaux CGT et CFDT distribuèrent chacun un tract différent à l'équipe qui embauchait à 5 h 45.

Puis la normale prenait le travail à 7 h.

La CGT fait son bilan de la lutte : «La CGT s'est employée à faire connaître la vérité avec des tracts (...), acceptée par les grévistes.» Des propositions acceptables par la direction ! «La CGT a aidé à

faire riposter les non lock-outés par des actions diverses... ! Toutes les initiatives absolument objectives contraignent la direction à s'asseoir à la table des négociations.»

Le malheur, pour ce programme, est qu'il ne correspond pas à la réalité de la situation car les grévistes des presses n'acceptent aucun compromis, — du moins le noyau des plus résolus — et leur détermination à reprendre l'occupation de l'atelier reste entière ce matin.

Si la direction s'est bien assise à une table, elle n'a rien négocié, car

elle ne veut céder sur rien.

De son côté, la CFDT reprend le mot d'ordre de débrayage mais dès 5 h 45 (alors que la CGT propose 8 h 30). Ce que met la CFDT en avant, c'est : «Pas de licenciement, le paiement des jours perdus à 100 %, la satisfaction des revendications des presses.» «Si nous ne réagissons pas aujourd'hui, l'avenir sera sombre pour les travailleurs de Renault. Nous ne nous faisons pas d'illusions : la direction frappera de plus en plus fort, aussi bien les Français que les immigrés si nous laissons les gars des presses isolés.»

Renault : DES TRAVAILLEURS DE CLEON COMMENCENT A TIRER LES LEÇONS DE LEUR LUTTE

C'est un débat intéressant auquel ont participé des travailleurs de Renault Cléon dans le cadre d'une réunion organisée par le PCR ml samedi à Elbeuf pour tirer quelques leçons de la lutte.

Dans un premier temps, la discussion portait sur les leçons que l'on peut tirer de la récente grève pour l'avenir. On discuta longuement de la tactique syndicale à mettre en place pour que la classe ouvrière reprenne en main ses syndicats. Plusieurs interventions confirmaient que jamais, que ce soit dans la CGT ou dans la CFDT, les syndiqués et encore moins ceux qui ne le sont pas ne sont consultés sur les orientations à prendre. Y-a-t-il eu au moins une réunion de syndiqués pendant les trois semaines qu'a duré la lutte ? «Pas une seule» affirmaient les syndiqués et délégués présents. On notait à ce propos la manière bureaucratique dont les directions de sections sont mises en place.

POUR UNE REELLE DEMOCRATIE SYNDICALE

À Renault-Cléon, comme dans beaucoup d'autres boîtes, les syndiqués ne sont au mieux que consultés formellement ; en fait jamais ils ne sont invités à donner leur point de vue sur le bilan de la pratique passée et sur les perspectives. Cette partie de la discussion amenait un des participants, syndicaliste cédétiste à affirmer : «Je vois assez bien comment agir pour que les ouvriers de Cléon reprennent en main leur section syndicale, ais je vois moins bien comment procéder pour changer les directions confédérales» posant ainsi la question de la construction d'un courant alternatif aux directions actuelles. Le débat porta ensuite assez longuement sur l'absence de réelle démocratie durement ressentie au cours de la lutte. Rapidement, grâce à l'expérience de la lutte de Cléon

et grâce à l'intervention d'un camarade qui avait participé à la lutte de Chausson en 74, on se retrouva d'accord sur le fait que ce qui importait ce n'était pas tant la forme organisationnelle que prend la conduite de la lutte, mais le fond, c'est-à-dire de faire prévaloir une véritable démocratie qui permette aux grévistes de prendre eux-mêmes leur lutte en main. On a vu en effet des comités de grève dans lesquels le PCF s'était introduit dans le but de le manipuler. La forme que prend donc la conduite de la lutte reste à déterminer cas par cas ; ce qui compte c'est que les grévistes dirigent eux-mêmes et pour cela gagnent leur autonomie par rapport aux partis de gauche installés à la tête des syndicats. Au cours de cette première partie chacun soulignait que les grévistes n'avaient pour la plupart pas repris la tête basse et ceux qui étaient découragés pendant les premières heures de la reprise ont bien vite

repris «du poil de la bête».

UNE PRISE DE CONSCIENCE POLITIQUE IMPORTANTE

La deuxième partie de la réunion commençait à tirer les enseignements politiques de la lutte. En insistant sur la signification de celle-ci moins de trois mois après le deuxième tour qui prouvait l'échec de la gauche. Ce qui est apparu au cours de cette grève en effet, et c'est sa caractéristique principale, c'est une grande prise de conscience par rapport aux partis de gauche, à partir de leur comportement dans la lutte et à la tête des syndicats. Un participant délégué du personnel soulignait d'ailleurs ce phénomène en racontant que : «Récemment, je discutais avec un jeune O.S. ; on parlait de la grève et il m'a dit les syndicats ont saboté la lutte puis, il s'est repris et a dit non, pas les syndicats, les directions syndicales.»

La discussion devait d'ailleurs permettre de remarquer que certains non grévistes remettaient en cause leur adhésion, malgré l'attitude peu combative des directions parce que, selon eux, elles s'étaient trop engagées dans la lutte. Chacun convenait que ce n'était pas grave si ceux-là ne reprenaient plus leurs timbres mais on devait établir une claire distinction entre eux et ceux qui n'ont pas participé à l'occupation car ils ont été rendus méfiants par le comportement des directions syndicales dans les grèves précédentes.

S'APPUYER SUR L'EXPERIENCE DES TRAVAILLEURS

Evidemment, on en est rapidement arrivé à la question des raisons de ce comportement des directions syndicales. Un militant de la LCR défendait le point de vue selon lequel la classe ouvrière aurait intérêt à pousser PC et PS à prendre le pouvoir et à

les contraindre à satisfaire nos revendications.

Un militant qui vient de quitter le PCF principalement suite à son comportement dans la lutte indiquait à ce sujet : «Aujourd'hui, je ne voterai plus pour le PCF, comme je l'ai fait, car si la classe ouvrière n'a pas le rapport de force pour les chasser, il est bien clair qu'ils ne voudront plus décamper et que nous aurions encore plus de difficultés qu'aujourd'hui à lutter.»

La réunion se terminait par un bref montage-diapositives sur le contexte politique dans lequel s'était inscrit la lutte de Renault au lendemain des élections.

Le nombre d'ouvriers de Cléon présents, la richesse du débat politique, le fait que les participants envisageaient l'avenir avec enthousiasme, font de cette réunion publique et des discussions préparatoires à celle-ci, un premier succès.

François MARCHADIER

Moulinex



Dans toutes les usines Moulinex, la même détermination contre la répression. Ici, les grévistes d'Alençon.

UN LARGE ELAN DE SOLIDARITE CONTRE LA REPRESSION

Caen L'agression des nerfis contre le piquet de grève

● Colère et révolte. C'est une journée d'intense mobilisation qui a regroupé toute la journée de lundi des milliers de travailleurs de Caen autour des grévistes de Moulinex, agressés par un commando fasciste.

Moulinex, 8 h 30, lundi matin. L'usine de Cormelles est occupée depuis près d'une semaine. Et depuis près d'une semaine, le couperet de l'agression policière est suspendu sur la tête des grévistes, depuis qu'une prompte « décision de justice » a rendu possible la demande de la direction du trust Moulinex. Dans ce temps, la direction s'est rendue de mauvais gré à l'invitation du préfet du Calvados. Elle a envoyé à chaque travailleur de Moulinex une lettre dans laquelle elle affirme dur comme fer qu'elle ne cédera jamais sur la revendication de 400 F pour tous. Et comme toujours en pareil cas, elle a assorti son refus du traditionnel chantage au chômage, et à la perte de l'entreprise. Mais elle prépare aussi dans l'ombre d'autres arguments...

Le nouveau préfet du Calvados, tout frais débarqué, tarde à envoyer des hordes de CRS. Qu'à cela ne tienne, pense la direction de Moulinex, elle fera la police elle-même. Et elle a ce qu'il faut : d'abord ses propres cadres, et sa maîtrise, véritable repaire à réactionnaires, fascistes ; les « SS », comme les appellent certaines ouvrières des presses qui doivent « subir quotidiennement leurs brimades.

Le meeting quotidien aux portes de l'usine a pris fin depuis près d'une heu-

re. A l'intérieur de l'usine, le piquet s'est organisé pour une journée qui semble s'annoncer calme. Normalement, les négociations sont en cours. A l'extérieur, d'autres travailleurs de l'usine sont présents et discutent par groupes. Mais que font donc ces agents de maîtrise qui tournent autour de l'usine, en voitures, scrutant les portes de l'usine à chacune de leurs rondes ? On va bientôt le savoir, et cela, de la manière la plus brutale, la plus lâche qui soit.

L'AGRESSION

A l'intérieur, en un éclair, de tous les côtés, des dizaines de nerfis, bottés, gantés, vêtus de blousons de cuir, de treillis et de cagoules se ruent sur les grévistes présents, de longues barres de fer à la main, brandissant des couvercles de cocottes-minute. C'est l'affolement et la précipitation parmi les nombreux travailleurs du piquet, notamment les femmes. Les nerfis, avec la vitesse des mercenaires spécialement entraînés, frappent, cognent, blessent, assènent des coups. Pour échapper à l'agression, les grévistes n'ont d'autre moyen que de fuir par la porte d'entrée.

Par où sont donc passés ces nerfis ? On ne va pas tarder à le découvrir : à l'autre bout, non loin des

demeures des cadres et des patrons, un grillage a été proprement ouvert à l'aide de cisailles, et les agresseurs se sont ensuite répartis à travers les allées des divers bâtiments de l'usine. Fallait-il qu'ils soient guidés par des connaisseurs, pour procéder à un déploiement de forces aussi rapide, et aussi méticuleusement organisé. Au terme de ce bref, mais très violent affrontement, on relève trois blessés parmi les travailleuses. L'une d'elles a la cheville cassée, une autre souffre d'un traumatisme crânien, elles sont toutes les trois arrivées au CHU. Beaucoup d'autres, y compris des femmes enceintes, ont été sauvagement frappées. La colère est à son comble. Pas un seul travailleur, hésitant jusque là, qui ne sente immédiatement solidaire des grévistes et décidé à les rejoindre. Ce mouvement de protestation va prendre une ampleur rapide dans l'heure qui suit : des coups de téléphone ont alerté les travailleurs des autres usines de l'agglomération. Dès 10 h, près d'une centaine d'ouvriers de la SAVIEM est là. Petit à petit, jusqu'à midi, le rassemblement se renforce avec d'autres travailleurs venus des usines alentours. Les UD CGT-CFDT se sont entendues pour diffuser dès le midi, un appel commun à débrayer et à se rassembler à 15 h 30 aux portes de l'usine. L'écho est à la mesure de l'indignation soulevée par la lâche agression : à 16 h, on dénombre plus de 2 000 travailleurs de toutes les usines caennaises.

POUR UNE VICTOIRE IMMEDIATE CONTRE LA REPRESSION

Que faut-il faire ? La proposition syndicale d'aller manifester en ville est loin de recueillir l'unanimité. C'est en fait un intense débat qui s'engage : ici sont les nerfis, c'est ici qu'il faut porter la riposte, rétorque un nombre très important de travailleurs, au premier rang duquel les ouvrières de Moulinex, qui peuvent à peine retenir leur colère et leur douleur, à la vue de l'usine aux mains des flics et du patronat. Investir l'usine, ne serait-ce pas donner le prétexte d'une intervention de CRS qui n'attendent que cela ? Rester ici, pour faire des agresseurs les prisonniers des travailleurs ? On débat ces tactiques possibles. On évoque les précédentes luttes contre la répression, comme à Blaupunkt. L'idée qui semble un moment prévaloir, pour nombre de travailleurs parmi les plus offensifs, consisterait à investir l'usine, pour réinstaller les ouvrières grévistes de Moulinex dans leur usine, et se retirer ensuite à l'extérieur. De toutes façons, il faut faire payer aux nerfis un juste prix de leur criminelle attaque, en rendant les coups qu'ils ont assénés aux travailleurs. Voilà une claire détermination.

UN AUTRE PLAN : MUSELER LA COLERE OUVRIERE

Les directions syndicales temporisent. Elles ont un

autre plan qui, par souci humanitaire sans doute, veut éviter aux nerfis la râclée qu'ils méritent, et prend le soin d'endiguer au plus vite la colère ouvrière en la contrôlant... Elles proposent de scinder en deux le rassemblement manif aux portes de l'usine. Une partie ira manifester dans Cormelles-le-Royal autour de l'usine, l'autre partie restera présente face à l'usine. Et pendant ce temps, que se passe-t-il ? Les nerfis, regroupés dans l'usine, peuvent sortir par une porte dérobée, sous la protection d'un cordon de permanents syndicaux, qu'on aurait pourtant préféré ne jamais voir accomplir une aussi peu reluisante besogne !

En tout et pour tout, les agresseurs n'auront essayé que quelques crachats lancés par des travailleurs accourus à ce moment.

QUI DOIT DIRIGER ?

Pour l'instant, le sombre manège mis au point par les permanents syndicaux n'a pas suscité l'unanimité, loin s'en faut. Les explications sur le tas ont été chaudes. Certains permanents, trop pressés de voir se disperser les travailleurs des autres usines présentes et notamment de la SAVIEM, cherchaient visiblement à diviser le front qui s'était constitué spontanément autour de Moulinex pour faire échec à la répression. L'argument était tout trouvé : « Ne faites rien qui ne soit décidé par les travailleurs de Moulinex eux-mêmes. » Louable souci que de donner aux travailleurs de Moulinex,

les premiers concernés, la direction de la riposte. Mais encore eût-il fallu qu'on veuille bien redonner à l'ensemble des travailleurs de Moulinex rassemblés là les moyens de diriger cette riposte, les travailleurs de Moulinex les ont pris, mais pour livrer leur point de vue sur ce qu'ils venaient de voir, sur la manière dont on les avait habilement dépossédés de la direction de la lutte. Prenant le micro, qui se trouvait à disposition, plusieurs s'écrièrent : « Nous remercions chaleureusement tous les travailleurs qui sont venus ici, et notamment ceux de la Saviem. Nous n'estimons pas, comme certains, qu'ils n'ont plus rien à faire ici. C'est quand toute la masse ouvrière est rassemblée qu'il faut lutter, pas après. Si demain ceux de la Saviem sont en lutte, nous serons parmi les premières à aller les soutenir. »

Dans l'immédiat, de cette intense journée, au moins une première leçon est tirée. Cet élan spontané qui a rassemblé des milliers de travailleurs pour faire front à la répression odieuse de la bourgeoisie, peu de travailleurs ici à Caen l'avaient connu depuis longtemps. Faut-il en rester là ? Non, bien sûr. Il porte en germes les moyens d'un front solide, offensif des travailleurs pour avancer dans le développement nécessaire de nos luttes, pour en assurer la victoire.

UN NOUVEAU PROCES DE «LÉGITIME DÉFENSE»

Daniel Gaillard, cabaretier de son état est jugé depuis mardi par la Cour d'Assises de Gap pour homicide. Le 31 août 77, il avait tué à coup de carabine un jeune cambrioleur de 23 ans qui s'était introduit chez lui. Le cabaretier invoquera la légitime défense, comme l'avait fait ce propriétaire de résidence secondaire, amateur de transistor piégé. Dans ce dernier cas, le procès s'était déroulé devant une juridiction ordinaire. L'association «Légitime défense», dont le but est de parvenir à légaliser la justice du «fusil derrière le comptoir» et les milices privées, a l'intention de s'emparer de cette affaire.

L'ENVERS NAUSEABOND DE LA DROITE TOULOUSAIN

Le 19 février 76, René Trouvé, correspondant du *Meilleur* et de *Minute*, condamné à mort à la Libération pour appartenance aux Waffen SS, était abattu sur son palier. Il s'était acquis une solide réputation de «fouilleur de merde» chez les politiciens de la région, en dévoilant un scandale lié au Crédit Agricole. Le docteur Birague, exécuteur des basses œuvres de l'UDR dans la Région, l'homme qui se vantait de «faire les députés», avait bloqué l'article.

L'enquête de police piétinait lorsque Poniatovski recevait une lettre de Christian Portay, s'accusant du règlement de compte et affirmant avoir agi pour le compte du docteur Birague. Le procès de tout ce beau monde commençait mardi. Ira-t-on jusqu'à mentionner les noms de Sanguinetti, Chaban-Delmas et autres Frey, amis de Birague. L'affrontement actuel entre chiraquiens et giscardiens pourrait y contribuer.

GILBERT ZEMMOUR EN PROCES

Depuis la fusillade du Thélème, où la brigade anti-gang s'était livrée à la pratique des «règlements de compte» aux dépens de la bande Zemmour et d'un avocat algérien qui consommait, la police s'est jurée de «faire tomber» les survivants du clan. Gilbert Zemmour a ainsi été accusé par Juillet, propriétaire de bistrot d'extorsion de signatures et de «menaces de mort», dans des circonstances très confuses. Le procès commence aujourd'hui.

COMME UN CHÂTEAU DE CARTES...

Explosifs contre le château de Versailles,

LE FLB - ARB REVENDIQUE



La traditionnelle «Fête des grandes eaux» dans les jardins du château de Versailles, s'est terminée à 2 h 30 lundi dans un nuage de poussières et un tas de gravats. L'aile gauche du château a en effet été l'objet d'un attentat à l'explosif de la part de membres du FLB-ARB. La charge d'une grande puissance a provoqué des dégâts matériels très importants, et les travaux nécessaires à la remise en état des salles touchées demandera plusieurs mois. Quel objectif stratégique ou tactique ceux de l'ARB prétendent-ils viser en s'attaquant à ce monument ? On ne voit pas bien lequel, c'est le moins qu'on puisse dire... En tout cas, la cause bretonne n'en aura pas avancé d'un pouce.

AGRESSION POLICIERE CONTRE LE COMITE DE CHOMEURS D'ANGERS

Le comité de chômeurs d'Angers est né en décembre 1977. Nos revendications principales :

- Le SMIC aux chômeurs
- Non aux coupures EDF-GDF.
- Non aux expulsions
- Pas d'impôts locaux pour les chômeurs
- Cantines gratuites pour nos enfants
- Un local, pour favoriser les contacts entre chômeurs.

Nos multiples actions nous ont permis d'obtenir quelques succès, notamment contre les coupures EDF et les impôts. Chaque jour de pointage (une semaine sur deux) nous tenons une permanence à l'ANPE qui nous permet de resserrer nos liens avec l'ensemble des chômeurs, et de les informer sur leurs droits. Parallèlement à cela nous menons un large tra-

vail de «cas par cas», qui consiste à aider chaque chômeur individuellement à se dépatouiller dans la jungle administrative pour faire valoir ses droits.

Bien sûr, ça n'est pas du goût du pouvoir : ce qui fait sa force, c'est l'isolement dans lequel il maintient les chômeurs ; alors, si nous nous rassemblons, il commence à sentir le danger...

Et ça explique l'intervention policière perpétrée contre nous le mercredi 21 juin.

COMMUNIQUE A LA PRESSE SUR L'INTERVENTION POLICIERE

Ce jour là, le matin, la police est intervenue, à l'ANPE contre le Comité de chômeurs qui y tenait

comme d'habitude et malgré le récent déménagement de l'ANPE ses permanences pendant lesquelles il informe les chômeurs sur leurs droits et les aide à surmonter les nombreuses difficultés administratives que leur condition de chômeurs leur impose.

22 policiers en uniforme ont stationné toute la matinée à l'intérieur de l'ANPE après avoir expulsé les membres du Comité en leur signifiant qu'il leur était interdit d'«interpeller» les chômeurs ; c'est-à-dire que les chômeurs ne peuvent plus discuter entre eux ! Ce que veut l'Etat, c'est empêcher que des liens se créent entre les chômeurs, qu'ils s'organisent pour défendre leurs droits.

Le Comité appelle tous les travailleurs, actifs ou privés d'emploi à le sou-

nir contre la répression policière à laquelle il ne peut faire face isolément. En défendant le Comité, c'est leurs intérêts qu'ils défendent.

Il a été dit au Comité que s'il cherchait à rentrer de nouveau dans l'ANPE, il serait embarqué. Malgré la répression, le Comité de chômeurs reste déterminé à continuer de défendre les chômeurs et de s'organiser. La répression policière de l'Etat n'intimide pas le Comité et ne remettra pas en cause son action.

Le Comité de Chômeurs d'Angers

Pour tous contacts :
Librairie «La tête en bas»
rue des Poëliers
49 000 Angers
ou
MJC Zup Nord
Rue de l'écriture
49 000 Angers

Toulouse, Béziers, Grenoble,

ESCROQUERIES, AFFAIRES CRAPULEUSES... ET DE DROITE

Procès en série à Grenoble, Béziers, Toulouse où l'escroquerie et les dessous politico-crapuleux de la bourgeoisie de droite sont intimement mêlés.

Toulouse : On juge l'assassinat de René Trouvé correspondant du *Meilleur* à Toulouse qui par ailleurs

se flattait d'aimer «fouiller dans les poubelles». Il avait semble-t-il quelque expérience dans cet art, se flattant également d'avoir été engagé dans les Waffen SS et condamné à mort à la Libération.

Trouvé en savait-il trop ? Allait-il révéler une de ces

affaires particulièrement gênante pour la majorité ? C'est possible ! En tout cas il est assassiné un beau jour d'une balle de pistolet dans la tête. Deux hommes déclarent l'avoir abattu pour le compte du docteur Birague, avec des armes prêtées par celui-ci pour la somme de 2 millions de francs de prime. Le fameux docteur n'est autre que l'ancien président du CDR local, ancien consul honoraire de Monaco et président du comité de soutien à Georges Pompidou. Chez lui, défilait toute la haute société de la région et les politiciens de la majorité. Birague nie, et reconnaît avoir chargé des deux hommes de «donner une leçon» à Trouvé.

Béziers : C'est le plus grand krach immobilier de la région qui est jugé. Un trou de 10 milliards d'anciens francs dans la caisse de l'entreprise Astre, entreprise de bâtiment ; le patron c'est Jojo Mas, connu pour son rôle dans la construction (à scandale) de 3 500 chalandonnettes. Jojo Mas était patron de la section de rugby de l'AS biterroise, championne de France.

Enfin le bruit court avec insistance de ses relations avec le truant nommé «Julien» et les milieux majoritaires. Le passage de Mas en procès a du reste bien entraîné et certains lais-

sent entendre que André Bors ancien ministre, et Brousse ancien maire de Montpellier, n'étaient pas pressés non plus que le procès est lieu... Jojo Mas avait été privé de ses droits civiques à la Libération, mais décoré de l'ordre du mérite par un ministre...

Grenoble : Un entrepreneur et un promoteur sont sous les verrous depuis vendredi, pour banqueroute frauduleuse et escroqueries. Jean Zampèse, l'entrepreneur avait un train de vie remarquable et du reste remarqué qui conduit son entreprise à la faillite et la moitié de ses ouvriers au chômage. Zampèse tente de s'en sortir en établissant de fausses factures pour justifier des versements faits à un certain Viougeat. Ce Viougeat est connu de beaucoup comme œuvrant parallèlement à la police, comme habitué à l'hôtel de police et avouant lui-même qu'il était «chargé de surveiller le préfet». En 68 il est au premier rang de la police, un casque de CRS sur la tête et une matraque à la main. On le revoit encore à ce poste dans plusieurs manifs entre 69 et 70. Puis il disparaît de ce secteur et fréquente le gratin de l'industrie. Un jour il devient lui-aussi promoteur avant de devenir escroc et complice d'escrocs.

10 ans de Syndicat de la Magistrature :

Créé dans le vent de mai 68, le Syndicat de la Magistrature fête son dixième anniversaire. Juin 68 avait vu de futurs magistrats contestataires s'organiser, sans pour autant définir leur objectif précis. Regroupant dans l'ensemble des progressistes, le Syndicat de la Magistrature, a permis dans certains cas de mettre en évidence le caractère de classe de la justice, et de la soumission de l'appareil judiciaire à la bourgeoisie. Ainsi, lorsque des «juges» décidaient, en vertu des charges, l'inculpation de quelques patrons qui avaient mené des ouvriers à la mort, ce ne fut pas sans quelques remous dans les rangs de la magistrature.

Dix ans d'existence, le SM en faisait un bilan, où apparaissaient les acquis de son organisation, notamment en intervenant dans les actions «pour les libertés, en participant aux grands débats sur la peine de mort, le viol, les flagrants délits». «A l'intérieur de la justice nous avons affaibli la dépendance hiérarchique et dénoncé le système d'avancement» devait préciser le président du SM. Cependant les limites de cette organisation apparaissaient lorsqu'un de ses membres estime que le «plus grand défaut de la justice : c'est qu'elle oublie trop souvent qu'elle est avant tout un service public, car une telle conception lui enlèverait de sa dignité». Et ce dixième anniversaire n'a pas été sans quelque contestation au sein même du SM, où quelques jeunes auraient souhaité que cette rencontre soit consacrée à «une analyse du comportement professionnel des magistrats et en particulier des propres adhérents du SM».

A l'entrée de la Mer Rouge

COUPS DE FORCE AU BENEFICE DE L'URSS

- **Assassinat du président du Yémen du Nord**
- **Exécution du président du Yémen du Sud**

● A quarante huit heures de distance, les deux Yémen ont été secoués de violents soubresauts politiques, très probablement liés entre eux. Au Nord Yémen, où l'influence de l'Arabie Saoudite est puissante, le président de la République Ahmed Al-Gachimi a été tué par un attentat, télévisé, semble-t-il par le gouvernement du Sud Yémen. Au Sud Yémen, l'affrontement entre une partie des forces armées d'une part, et d'autre part, une autre partie de l'armée et les «milices populaires» a tourné à l'avantage du premier ministre Ali Nasser Mohammed et de Abdel Fattal Ismail, chef du parti unique, tous deux connus pour leur orientation

A Sanaa, capitale du Nord-Yemen, on s'apprêtait lundi matin à célébrer les obsèques du chef de l'Etat assassiné 48 h auparavant. Selon la version officielle, le lieutenant colonel Ahmed El Ghachemi, a été tué par l'explosion d'une valise piégée apportée par un émissaire du gouvernement sud-yéménite. Le diplomate sud-yéménite ainsi que plusieurs officiers ont également été tués par l'explosion. Le gouvernement du Nord-Yemen a mis en place une commission spéciale chargée de mener l'enquête sur la mort du chef de l'Etat. Cet attentat remet en question la tentative de rapprochement qui s'amorçait entre les deux pays ; le Nord-Yemen a en effet rompu ses relations diplomatiques avec le Sud-Yemen, aussitôt après.

Deux jours après l'assassinat du président nord-yéménite, le Sud-Yemen est à son tour traversé par une grave crise : à Aden de violents combats ont opposé lundi des troupes et les «milices populaires» à certains régiments de l'armée. Des combats importants ont eu lieu à proximité de l'aéroport d'Aden, tandis que l'aviation bombardait le palais présidentiel. Aux dernières nouvelles, le président Salem Robaya Ali a été exécuté. C'est le premier ministre Ali Nasser Mohammed qui a pris sa place.

L'URSS CONTRE L'UNITÉ DES DEUX YEMENS

D'ores et déjà, ces événements appellent plusieurs remarques. Sans pouvoir dire encore si

franchement pro-soviétique.

Le gouvernement du Sud Yémen était en effet divisé sur la nécessité de s'engager plus avant aux côtés des Soviétiques dans la guerre contre l'Erythrée. De son côté l'Arabie Saoudite semble en avoir profité pour accentuer ses pressions et tenter de détacher le Yémen du Sud de l'Union Soviétique, tout en poussant à un rapprochement avec le Yémen du Nord où elle prédomine.

Pour le moment les événements ont tourné à l'avantage de l'URSS : tensions accrues entre les deux Yémens, et prise du pouvoir de la faction pro-soviétique au Sud-Yémen.

dance, dans un processus de construction d'une société démocratique, et qu'il avait dû faire face aussi bien aux ambitions de l'Arabie saoudite dans la région que de celles de l'Iran, intervenant militairement pour écraser la lutte de libération du Dhofar soutenue par Aden, l'URSS avait largement manœuvré pour tirer parti des difficultés ainsi créées. C'est dans ce contexte que le Kremlin avait imposé sa présence au Sud-Yémen, et tenté de détacher ce pays du monde arabe. L'engagement de soldats sud-yéménites contre le peuple érythréen avait été une des conséquences les plus évidentes, ces derniers mois, de cette politique soviétique dans la région. Mais la récente décision du Sud-Yémen de retirer ses conseillers militaires d'Asmara en Erythrée, a certainement contrarié ses «alliés» soviéto-cubains. Après s'être engagé contre la lutte de libération érythréenne, le gouvernement du Sud-Yémen semblait en effet ces dernières semaines vouloir prendre ses distances avec l'entreprise de liquidation du peuple érythréen, dans laquelle se sont largement impliqués l'URSS et Cuba. Cette volonté entraînait en contradiction avec la tentative de l'URSS de faire du Sud-Yémen un point d'appui essentiel de sa politique dans la région, comme en témoigne la présence déjà recensée, de 4 800 soldats cubains au Sud-Yémen.

L'ENJEU DE LA MER ROUGE

Car l'URSS entend, notamment à partir de la position qu'occupe Aden, capitale du Sud-Yémen, contrôler le passage de la mer Rouge, un des détroits stratégiques les plus importants du globe, en particulier pour ce qui concerne les voies du ravi-

taillement pétrolier de l'Europe.

Au début de l'année dernière, le régime sud-yéménite s'était prononcé avec d'autres pays riverains de la mer Rouge, dont le Yémen du Nord, en faveur du principe de faire de cette mer un «lac arabe», indépendant de toute puissance extérieure. Cette position sud-yéménite avait été remise en cause après la tournée de Castro dans la région en mars 77. Celui-ci, en accord avec le Kremlin, condamnait la position sur le «lac arabe» dans la mesure où elle mettait en cause les ambitions hégémoniques de l'URSS dans la région, dont le contrôle de la mer Rouge.

LA POSITION DE L'ARABIE SAOUDITE

De son côté, l'Arabie saoudite, aussitôt après la mort du chef d'Etat du Nord-Yémen, s'en est pris violemment aux dirigeants d'Aden accusés de «vendre leur patrie à des forces étrangères». La monarchie saoudite s'est toujours opposée, elle aussi, à l'unité des deux Yémen, de crainte de voir un Yémen réunifié menacer ses ambitions à la domination sur les rives de la mer Rouge. Ceci a pu favoriser les manœuvres du Kremlin se présentant aux dirigeants sud-yéménites comme «l'indispensable appui» de Ryad, bien que la monarchie de Ryad défende le principe de la mer Rouge, «lac arabe», et s'oppose à la pénétration du social-impérialisme dans la région.

Les affrontements armés qui se déroulent actuellement au Sud-Yémen, viennent finalement aggraver les risques d'un conflit élargi dans la région de la mer Rouge, où les dangers de guerre sont déjà renforcés par l'intervention massive de l'URSS et de Cuba dans la Corne de l'Afrique.

Nouvelles de RFA

PROCES GROENEWOLD : VERS LA LIQUIDATION DE LA DÉFENSE POLITIQUE

Pour «soutien continu d'une association criminelle dans des cas particulièrement graves» et parce que, «ren tant qu'avocat, il pourrait continuer à commettre des infractions similaires», le Parquet fédéral vient de demander, contre l'ancien défenseur de Ulrike Meinhof et Andreas Baader, Kurt Groenewold, trois ans de prison ferme et cinq ans d'interdiction professionnelle.

Le procès Groenewold se déroule depuis le 18 janvier devant la Cour d'appel de Hambourg. Exclu de la défense d'Andreas Baader en mai 1975, trois semaines à peine avant l'ouverture du procès de Stammheim, frappé d'une interdiction professionnelle depuis décembre 1975, Kurt Groenewold se voit reprocher d'avoir mis à la disposition de «détenus provenant de milieux terroristes» un système d'information et de communication, et d'avoir apporté son soutien à trois grèves de la faim entamées par les prisonniers de la RAF.

Avec de telles activités, a souligné le procureur général, Groenewold aurait «intentionnellement encouragé les buts poursuivis par les accusés». Par la mise en place du système d'information, il aurait en outre «empêché le désintéressement de l'association criminelle autour de Baader et Meinhof».

Le procès Groenewold qui se terminera sans doute sous peu, aura été un de ces très nombreux procès intentés actuellement en RFA contre les défenseurs dans les procès politiques et dont le but est avant tout de sanctionner la liquidation de la défense politique, liquidation que l'Etat ouest-allemand a déjà su effectuer en grande partie — en supprimant les lois existantes, en introduisant d'autres, «anti-terroristes», visant spécialement les droits de la défense. Parce qu'il a voulu assurer une défense conséquente en utilisant tous les moyens juridiques à sa disposition, comme notamment celui de la défense collective (encore légale lors de la préparation du procès de Stammheim, mais interdite depuis), Groenewold risque maintenant une punition exemplaire, punition frappant tout avocat qui refuse d'être amené au simple rôle de bras droit de l'accusation.

COLLABORATION «ANTI-TERRORISTE» ENTRE LES PAYS DE L'EST ET LA RFA

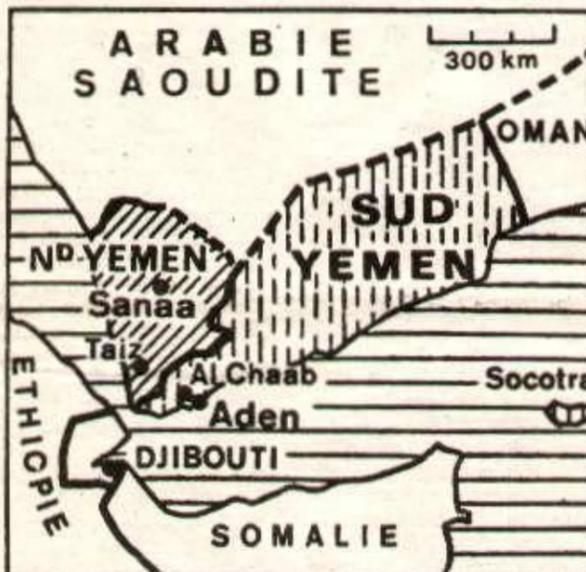
Entre la RFA et les pays de l'Est, il n'existe pas d'accords d'extradition. Mais apparemment, ces pays sont tout à fait d'accord pour donner, «de façon efficace, non-bureaucratique et serviable», un coup de main à la police ouest-allemande quand il s'agit d'étendre la chasse «anti-terroriste» à leur propre territoire. C'est ainsi que le prisonnier évadé Till Meyer ainsi que trois femmes ont été extradés sans aucune hésitation et complication par les autorités bulgares. Et des touristes ouest-allemands ont pu constater que les postes de contrôle aux frontières de RDA, de Pologne et Tchécoslovaquie se servent de documents de recherche signalant notamment les identités de 40 «terroristes» et provenant visiblement du Bundeskriminalamt ouest-allemand.

GROS PROFITS DANS L'AUTOMOBILE

Les négociations tarifaires dans l'automobile ont abouti, malgré les luttes dures et massives des métallos, à une baisse du salaire réel des travailleurs. Pour les capitalistes de l'automobile, les choses se présentent mieux. Dans les premiers mois de 1978, le nombre des nouvelles immatriculations a augmenté de 3,5 % pour toute la branche ; Volkswagen par exemple a écoulé pendant le premier trimestre de cette année, 6,8 milliards de DM (soit 14 % de plus par rapport à l'année dernière) et réalisé ainsi un profit de 164 millions de DM (24 % de plus). Daimler-Benz également peut s'attendre à des profits records, ses commandes dépassant d'une fois et demie celles de l'année précédente. Ces profits des capitalistes sont réalisés aux dépens des travailleurs pour qui les restructurations dans l'automobile, suppriment l'emploi, qui voient les équipes supplémentaires imposées maintenant dans pratiquement toutes les usines, des cadences de plus en plus pénibles avec les conséquences pour la santé, qui sont à l'origine des très nombreux accidents de travail.

POUR LA SEMAINE DE 35 HEURES

Dans les négociations tarifaires pour la sidérurgie de Nord-Rhein-Westfalen, l'IG-Metall revendiquera la semaine de 35 heures avec entière compensation salariale pour tous les travailleurs dans la sidérurgie. La revendication de la semaine de 35 heures unit actuellement dans une très large mesure des travailleurs ouest-allemands qui y voient un moyen de lutte contre le chômage et les licenciements provoqués notamment par les mesures de restructuration. Cette revendication avait été imposée aux directions syndicales par leur base lors des congrès syndicaux de l'IG-Metall en octobre 1977 et du DGB en mai 1978.



Le président nord-yéménite a été assassiné comme son prédécesseur Ibrahim Al Hamdi, alors que des pourparlers s'établissaient entre les deux pays en vue de régler le contentieux qui les divise. En février dernier, le président avait déclaré à ce sujet que «le dialogue doit se poursuivre pour la réunification des deux pays».

Moscou est derrière l'assassinat du chef d'Etat nord-yéménite, il est certain que l'Union soviétique a tout intérêt à empêcher le processus d'unité entre les deux Yémen, pour maintenir le Yémen du Sud dans un isolement dont elle entend profiter. Déjà, alors que le Yémen du Sud s'était engagé au lendemain de l'indépen-



25 JUIN, 3^e ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE DU MOZAMBIQUE

● Aujourd'hui le Mozambique indépendant a trois ans. C'est le 25 juin 1975 que le peuple mozambicain recueillait les fruits d'une lutte armée acharnée contre le colonialisme portugais, engagée en 1964, sous la direction du FRELIMO.

Ces trois années qui ont suivi la libération ont constitué un combat incessant du peuple mozambicain sous la direction du FRELIMO pour défendre cette indépendance et la rendre effective en construisant un Mozambique nouveau.

Différentes mesures ont été prises dans le domaine économique : ainsi dès les premières semaines de

d'indépendance, la nationalisation de l'enseignement, de la santé, logement, des terres qui jusqu'alors étaient contrôlés par les colons. Les principaux secteurs producteurs d'énergie sont en cours de nationalisation : les raffineries de pétrole l'ont été en mai 1977, les mines de charbon en mai 1978. Le secteur bancaire a été nationalisé en janvier 1978. Le gouvernement a engagé une reconversion de l'industrie, dont la conception et l'orientation avaient été subordonnées au pillage colonial et impérialiste. Les nouvelles industries (engrais, machines agricoles) sont destinées à satisfaire les besoins du pays et en particulier soutenir le développement de l'agriculture. Alors qu'auparavant, le coton était exporté, une industrie textile locale va se développer. De même, le Mozambique, producteur de bois, va édifier une industrie de la pâte à papier pour répondre à ses besoins dans ce domaine.

A la campagne, le mouvement d'organisation des paysans dans les villages communautaires se poursuit : il touche aujourd'hui 1/3 de la population rurale. Le FRELIMO a fixé comme objectif pour 1980 l'autosuffisance du pays en céréales et pour la plupart des produits alimentaires.

Alors que, pendant la guerre de libération, l'organisation des masses s'était développée essentiellement dans les zones libérées du Nord, le FRELIMO, depuis l'indé-

pendance, a mené un important travail de mobilisation des masses dans tout le pays. C'est ainsi que les organisations de masse se sont développées : organisation des femmes, organisation de la jeunesse, conseils de production dans les usines. Les élections de décembre 1977, premières élections démocratiques au Mozambique, ont permis de sanctionner les résultats de cette mobilisation populaire. Parallèlement, le FRELIMO, mouvement de libération, s'est déclaré, depuis son 3^e Congrès en février 1977, engagé dans un processus de transformation en parti marxiste-léniniste, l'année 1978 devant être selon lui marquée par sa structuration en parti.

Le Mozambique est également un arrière-pensé du peuple du Zimbabwe dans sa lutte contre le régime raciste, jouant un rôle actif parmi les pays de «la ligne de front». A ce titre il est l'objet de constantes agressions du régime de Smith qui massacre des réfugiés et tente de désorganiser l'économie du Mozambique. Face à ces attaques, le FRELIMO a maintenu son soutien au peuple du Zimbabwe et organisé les masses mozambicaines pour défendre les frontières nationales. Le Mozambique a également su préserver une ligne de conduite indépendante vis-à-vis de l'URSS qui, avec ses «propositions d'aide» voudrait profiter de la situation pour intervenir au Mozambique et au Zimbabwe.

Une autre conception de la médecine

Interview du ministre de la santé du Mozambique (Extraits)

● Dans un interview recueilli le 21 mai par le Centre d'Information sur le Mozambique (14 rue de Nanteuil 75 015 Paris), le ministre de la Santé du Mozambique, M. Helder Martins, fait le point de la lutte engagée dans le domaine de la santé.

«En ce qui concerne la santé, notre principale préoccupation a été d'utiliser l'expérience des zones libérées et de l'étendre à l'ensemble du territoire national. Il a fallu aussi étudier cette expérience des zones libérées pour voir ce qu'elle contenait.

Une de nos premières préoccupations a été de recourir aux solutions populaires, puisque cela, c'est l'expérience fondamentale des zones libérées. D'autre part, pendant la lutte armée, nous avons été amenés à adopter un certain nombre de solutions, qui sont venues pragmatiquement, disons par l'expérience pratique, mais que nous sommes actuellement en mesure de théoriser. Ces solutions correspondent à une approche globale de ce qu'est la santé. Et dans cette approche, on voit que la santé d'une communauté est influencée par un certain nombre de facteurs, très variés. La médecine est un de ces facteurs, mais pas toujours le plus important. C'est la première chose. C'est une conclusion fondamentale, parce qu'elle a beaucoup d'implications dans toute notre politique de santé, de formation de cadres, etc.

Ce processus qui paraît très simple, je vous assure qu'il n'est pas simple du tout. En premier lieu, il y a les médecins qui ne veulent pas y croire, parce qu'ils ont leur religion : la médecine. Et c'est vraiment briser leur religion. Alors, ce n'est pas

très populaire de prendre ce type de position.

Mais cela a beaucoup d'importance au niveau de la politique de la santé, puisque si la médecine est un facteur qui contribue à la santé, mais pas toujours le plus important, alors il faut baser la politique de santé sur un certain nombre de mesures dont un certain nombre ne sont pas des mesures médicales.

Si on ne permet quelques considérations philosophiques, il faut peut-être en finir avec les médecins, tout simplement. Ne plus former de médecins, encore moins de docteurs en médecine et chirurgie, comme la plupart des facultés de médecine du monde les appellent, y compris la nôtre, mais former des docteurs en science de santé ou autre chose qui n'est pas un médecin. On se dirige dans ce sens. C'est vous dire que c'est un long chemin à parcourir.

LA MEDECINE-RELIGION, OBJET D'EXPLOITATION

La médecine-religion, objet d'exploitation commerciale du temps colonial, est une médecine purement curative. C'est l'acte médical curatif qui est commercialisable, qu'il est possible de transformer en marchandise et qui obéit à toutes les règles du capitalisme. Vous pouvez y introduire des actes médicaux préventifs. Il y a la femme qui vient avec son petit enfant pour prendre un vaccin, et qui vient un mois plus tard pour la deuxième dose du vaccin. Ça, c'est encore commercialisable. Certaines attitudes préventives peuvent être incorporées au système commerciale de la médecine capitaliste. C'est

pourquoi, dans certains pays capitalistes, on a fait des progrès dans la médecine préventive.

Mais il y a un certain nombre de mesures non médicales qui ne sont pas commercialisables. Par exemple, l'assainissement du milieu n'est pas commercialisable. Alors la médecine capitaliste, par définition, ne peut pas les accepter.

Les écoles de médecine sont comme des églises. Elles fonctionnent pour perpétuer le système. Elles doivent créer une nouvelle foi, la foi dans la religion médicale. D'où le besoin de créer chaque jour une nouvelle machine, de découvrir un nouvel enzyme, un nouveau test, qui n'auraient aucune influence sur la santé des gens, mais qui vous permettraient une certaine masturbation intellectuelle : savoir qu'un petit gosse meurt parce qu'il lui manque cet enzyme. Il mourrait quand même. Vous ne pouvez rien faire pour remplacer cet enzyme...

Les facultés de médecine perpétuent ce système. Et chaque professeur veut avoir dans son service la dernière machine, qui peut-être permettra de prolonger la vie d'un vieillard de 90 ans, 15 jours de plus. Mais quelle est la signification de cela sur le niveau de santé de la population ? Ça n'ajoute rien. C'est ce que font les facultés de médecine. (...)

C'est là un grand débat qui aujourd'hui domine la scène des débats mondiaux, à l'assemblée mondiale de la santé. Alors là, pour nous, pays du tiers monde, l'«inconvenient» c'est que nous n'avons pas d'argent pour pouvoir nous permettre certains luxes.

Dans nos facultés, il y a toujours eu la tendance à imiter ce qui se fait dans

les grandes capitales du monde. Donc à avoir aussi la dernière machine, le cœur ou le poumon artificiel, le rein artificiel, enfin, je ne sais quel autre gadget technologique dont l'industrie pharmaceutique et d'appareillage médical est riche à susciter de nouveaux besoins chez les consommateurs. Il faut convaincre un professeur qu'il doit avoir cette machine. Lorsque vous l'avez convaincu, il faut aller dire à l'autre : «Voyez, lui, il l'a déjà, alors il faut que vous l'ayez aussi, sinon votre prestige sera ébranlé». Et c'est ça, les écoles de médecine.

C'est ce que j'appelle la médecine-religion. Maintenant, ce n'est plus une science, c'est une religion (...).

Nos premières actions se sont appuyées sur l'expérience de la lutte armée...

Je ne dis pas que pendant la lutte armée, nous avions les idées claires sur toutes les conceptions et implications philosophiques qui étaient derrière cette expérience. C'est maintenant que nous avons pu faire une étude collective de ce que toute cette expérience signifie. Par la pratique, nous avons été amenés à comprendre ces choses, que nous ne pouvions pas résoudre nos problèmes avec des moyens sophistiqués. Nous n'avions même pas de médecins : il fallait agir sur les facteurs qui contribuaient à la santé et qui n'étaient pas du domaine de la technologie médicale. Et ce sont toutes les mesures d'hygiène, toutes les mesures d'assainissement du milieu, la mobilisation du peuple pour résoudre ses propres problèmes».

(à suivre)

Chine - Japon : reprise des négociations pour un traité de paix

Les négociations entre le gouvernement japonais et le gouvernement chinois pour une normalisation totale des relations entre les deux pays et pour la signature d'un traité de paix vont reprendre le 3 juillet. Dans le communiqué qui annonce cette reprise, le gouvernement japonais reconnaît «la responsabilité du Japon pour avoir causé des dommages énormes au peuple chinois dans le passé pendant la dernière guerre». Les négociations pour la signature d'un traité entre les deux pays avaient commencé en 1974. Mais l'URSS a multiplié les pressions et les menaces contre le Japon pour les empêcher d'aboutir. Le communiqué du gouvernement japonais précise : «La normalisation des relations entre la Chine et le Japon n'est pas dirigée contre des pays tiers. Aucun des deux pays ne recherche l'hégémonie dans la région de l'Asie et du Pacifique, et chacun des deux s'oppose aux efforts de tout autre pays ou groupe de pays pour établir une telle hégémonie».

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 27 juin

TF 1

19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Nobile : Les naufragés des glaces.
 21 h 25 - Gilles Vigneault à Paris
 22 h 35 - Le livre du mois
 23 h 50 - Journal et fin

A 2

18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Il était une fois le tour
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Les dossiers de l'écran. Les marées noires ou le prix du pétrole. *Présentation J. Pasteur, Débat*
 23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Services spéciaux division K, *Film anglais*
 22 h 05 - Journal et fin

Mercredi 28 juin

TF 1

18 h 55 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes
 19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien, raconte
 19 h 50 - Tirage du loto
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête
 22 h 25 - Une vie. Maurice Genevoix
 22 h 55 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés
 18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Il était une fois le tour
 20 h 30 - Moi, Claude, empereur. *Troisième épisode*
 21 h 30 - Cartes sur table. Anouar el Sadate
 22 h 35 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Cinéma 16. Le rabat-joie. *Film TV*
 22 h 20 - Journal
 22 h 35 - Ciné regards. Objectif cinéma

La jeunesse... oui, Louise a été jeune jusqu'au jour de sa mort en 1905.

A 75 ans, ne venait-elle pas en effet de franchir, sans le sou, la Méditerranée, d'aller de ville en bourgade pour inciter à la vigilance ? La guerre menace, l'aube de la révolution se lève à l'Est. Soyez vigilants. Vous les femmes, plus encore : «*Dites à vos enfants que, si on les envoie combattre leurs semblables, ils mettent la crosse en l'air.*»

La jeunesse... oui, elle était bien au cœur de Louise puisqu'elle mourut avec la conviction de transformations sociales imminentes : «*Comme le temps des cavernes a passé, le notre sombrera ; d'hier ou d'aujourd'hui, ils sont aussi morts l'un que l'autre.*»

Où a-t-elle puisé ce dynamisme, cette ouverture au monde, Louise ? Peut-être dans ses années d'enfance et d'adolescence où elle vécut sans contrainte, à la campagne, en étroit contact avec la nature. Pas de structure familiale traditionnelle : née de père inconnu, recueillie avec sa mère, une servante, par les châtelains du lieu ; élevée à la diable, mais dans une ambiance culturelle très riche, musique, poésie, théâtre. On était des artistes dans le petit castel de Vroncourt, on rimait, on faisait des concerts improvisés, on vivait sans protocole et sans règles strictes.

Cette vie en pleine nature rude de Haute Marne donna à Louise une santé, une vitalité à toute épreuve. Cette éducation à contre-fil des traditions permit l'épanouissement de toutes ses potentialités. Sa condition de «*batarde*» la plaça d'emblée en marge de la société, l'aïda à prendre une conscience précoce de l'oppression subie par les plus opprimés, les femmes, les pauvres et la conduisit comme Flora Tristan, une batarde elle-même à se ranger du côté des opprimés.

Après, que se passa-t-il dans la vie de Louise ?

Des années souterraines de petite institutrice de campagne. Mais où, chaque jour, elle lutte à sa façon contre le régime de Napoléon III, contre l'Eglise om-

Monologue autour d'un livre

Louise Michel, l'indomptable

Par Paule Lejeune (SUITE)

niprésente à l'école, et où elle vit intensément dans un climat d'amitié avec ses élèves. Car elle aime tellement enseigner, Louise ! C'est-à-dire inciter, aider les jeunes à s'ouvrir au monde.

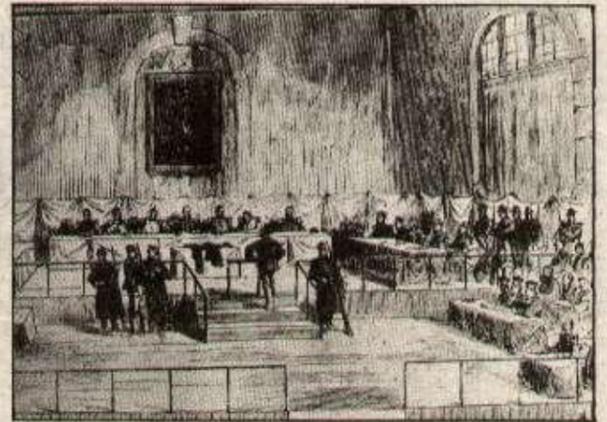
Cette passion du savoir et de la communication de ce savoir va la suivre à Paris où elle continue sa rude existence d'institutrice libre. Mais ça bouge de tous les côtés, à Paris surtout. L'opposition au régime impérial est partout, dans les grèves, dans les petits journaux contestataires, dans les chansons vendues par les colporteurs.

Et Louise entre avec enthousiasme dans ce mouvement qui lutte pour la liberté, la justice. Elle descend dans la rue, écrit des poèmes virulents contre «*l'homme de décembre*» et son équipe d'assassins galonnés. La grande faim des ouvriers de Rouen, l'écrasement sanglant de l'insurrection polonaise, la scandaleuse intervention militaire de la France au Mexique ou en Italie tous ces événements la font vibrer d'indignation comme s'il s'agissait de choses personnelles.

Et c'est sans doute cela, une prise de conscience : sa vie se confond avec la vie de tous les opprimés. Elle est projetée hors d'elle-même, de ses soucis d'argent elle n'en a jamais, de son quotidien si rude, si frugal. Elle se sent responsable de tout ce qui se passe. Elle vit l'histoire.

Et tout naturellement, pourrait-on dire, tellement elle est liée à ce peuple de Paris lorsque la tempête de la guerre, de la défaite, du siège s'abat sur la capitale, elle est là, aux écoutes, prête à l'action. Et elle contribue par sa vigilance et ses initiatives à renforcer, lors de la Commune, le pouvoir des travailleurs.

Sa vie devient celle d'une héroïne sans doute, mais l'on comprend où elle puise cette fermeté indomptable ; on reste très proche d'elle-même lorsqu'elle devient



Le conseil de guerre où Louise revendique fièrement au nom de la révolution tous «*les forfaits*» qui lui sont imputés.

personnage historique, porte-parole de tous ses camarades massacrés, fusillés, déportés.

Et comme on la sent glacée de désespoir lorsqu'elle perd ceux qu'elle aime : Ferré, exécuté à Satory un petit matin de novembre ; sa mère, plus tard, lorsqu'elle revient de déportation.

Quand elle quitte la France pour le bague de Nouvelle-Calédonie, c'est avec une autre Louise qu'on va vivre. Peut-être la plus attachante. Son enthousiasme à découvrir de nouveaux pays, elle qui n'avait jamais pu voyager ; sa curiosité pour les plantes, les animaux ; les observations scientifiques qu'elle consigne. Et puis cet élan vers les Canaques ; elle veut tout savoir de leurs coutumes, de leur musique, de leurs chants. Pour elle ce ne sont pas des sauvages, mais des gens qui ont une culture différente de la nôtre. Sa condition de femme l'aide à comprendre ces opprimés, comme elle sans pouvoir social, politique.

Ah cette Louise ! Une fois de plus elle nargue les princes qui nous gouvernent : on voulait au bague lui faire expier ses forfaits ? Elle

transforme sa peine en vacances, en explorations ! C'est bien ce qu'on appelle tirer le positif du négatif. Une assez jolie leçon d'application des grands principes matérialistes !

Mais ai-je réussi à faire passer dans mon livre toute cette jeunesse, toute cette curiosité, tout cet appétit de vivre de Louise, tout cet espoir qu'on va inéluctablement vers une société de plein épanouissement de chacun ?

Ai-je donné un éclairage historique suffisant ? Sans pour cela enfermer Louise derrière la vitrine du passé ?

Et saurais-je jamais si j'ai atteint mon but, qui était de rendre Louise familière comme une amie d'école à qui ouvrira ce livre ?

Le livre est fini. Il sort des presses. Il sort des presses. Il est réparti en piles dans les librairies. Pris, acheté. Lu ? Peut-être.

Et moi je vais rester sur ma faim de savoir ce qu'en pensent ceux qui l'auront entre les mains.

Solitude du lecteur. De l'auteur.

Ne pourrait-on dialoguer davantage ? Ce serait diablement revigorant pour l'un et l'autre, me semble-t-il ?

Et l'acier fut trempé

158^e épisode

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Il y avait aussi des exceptions. Pavel avait vu des mitrailleurs mutilés, sans jambes, sur des tatchankas. Ils semaient la terreur chez l'ennemi, leur tir portait la mort et la destruction. Leur sang-froid d'acier et leur coup d'œil infailible en avaient fait l'orgueil des régiments. Mais ils étaient l'exception.

Que devait-il faire maintenant, après la défaite, alors que l'espoir de reprendre sa place dans les rangs avait disparu ? Bajanova n'avait-elle pas fini par lui avouer qu'il devait s'attendre à pire encore ? Que faire ? Cette question sans réponse lui apparaissait comme un trou noir, menaçant.

A quoi bon vivre, s'il avait déjà perdu ce qui lui était le plus cher : la possibilité de lutter ? Comment justifier son existence aujourd'hui et dans l'avenir sans espoir ? Par quoi la remplir ? Se contenter de manger, boire et respirer ? Demeurer un témoin impuissant alors que ses camarades continueraient à combattre en allant de l'avant ? Devenir une charge pour le détachement ? Ou alors, éliminer ce corps qui l'avait trahi ? Une balle droit au cœur, et plus d'histoires ! Puisque tu as su vivre comme il faut, sache aussi mourir à temps ! Qui donc accusera le soldat qui se refusera à agoniser ?

Dans sa poche, la main tâta le corps plat du browning. D'un geste familier, les doigts se refer-

mèrent sur la crosse. Il sortit lentement le pistolet.

— Qui aurait pu penser que tu en arriverais là ?

Le canon le fixa avec mépris. Pavel reposa le pistolet sur ses genoux et lâcha un juron.

— Mais tu joues les héros en carton, mon vieux ! Le premier imbécile venu est capable de se descendre comme ça, à n'importe quel moment. C'est la solution la plus lâche et la plus facile. La vie devient dure : fais-toi sauter la caisse ! Mais as-tu essayé de la vaincre, cette vie ? As-tu oublié comment, sous les murs de Novograd-Volynski, on est monté à l'assaut dix-sept fois en une journée, pour finir par prendre la ville envers et contre tout ? Cache donc ce pistolet et ne parle jamais à personne de ce qui vient de l'arriver. Sache vivre même quand la vie devient intolérable. Rends-la utile.

Il se leva et rejoignit la route. Un montagnard de passage le ramena jusqu'à la ville dans sa charrette. A un carrefour, il acheta le journal local, qui annonçait une assemblée du Parti au club Démiane Bedny. Pavel rentra chez lui tard dans la nuit. Il ne savait pas que, tout à l'heure, il était intervenu en public pour la dernière fois de sa vie.

Taïa ne dormait pas. La longue absence de

Pavel la tourmentait. Que lui était-il arrivé ? Ou était-il ? Elle avait saisi quelque chose de dur et de froid dans ses yeux, d'habitude si vivants. Il parlait peu de lui, mais elle sentait qu'il était éprouvé par quelque grand malheur.

Du côté des parents, la pendule sonnait deux heures au moment où claqua le portillon du jardin. Passant une jaquette, elle courut ouvrir la porte. Léïa dormait dans sa chambre, marmonnant à travers son sommeil.

— J'étais si inquiète, murmura Taïa, heureuse de le revoir, quand il fut dans l'entrée.

Il répondit en chuchotant, lui aussi :

— Rien ne m'arrivera jusqu'à ma mort naturelle, ma petite Taïa. Léïa dort ? Sais-tu que moi, je n'ai pas du tout sommeil ? Je voudrais te parler de ce qui s'est passé aujourd'hui. Allons chez toi pour ne pas réveiller ta sœur.

Taïa hésita. Comme ça, elle passerait la nuit à bavarder avec lui ? Et si sa mère l'apprenait, qu'en penserait-elle ? Mais comment le dire à Pavel ? Il se vexerait sûrement. Et de quoi voulait-il parler ? Tout en réfléchissant, elle se dirigeait déjà vers sa chambre.

Quand ils s'installèrent dans la chambre obscure, l'un en face de l'autre, si près qu'elle sentit son souffle sur elle, il parla d'une voix étouffée :

— Voilà de quoi il s'agit, Taïa. La vie tourne de telle façon que j'en suis moi-même étonné. J'ai passé un mauvais moment, tous ces derniers jours. Je ne voyais pas clairement comment j'allais continuer à vivre. Jamais encore je n'avais eu un tel cafard. Mais aujourd'hui, j'ai réuni mon «*bureau politique*» personnel et j'ai pris une résolution extrêmement importante. Ne sois pas étonnée si je t'en parle.

(à suivre)

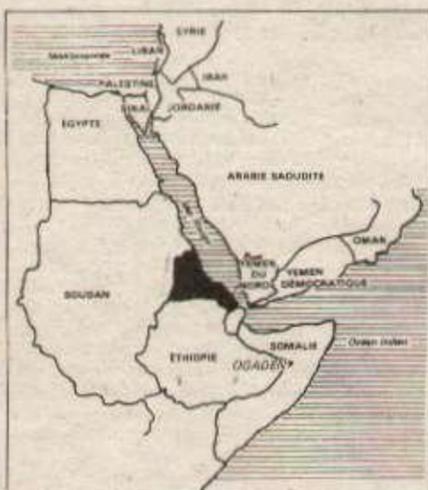
URSS-USA HORS DE LA CORNE DE L'AFRIQUE !

Erythrée

LE KREMLIN A LA CROISEE DES CHEMINS

Plusieurs mois après que le plan en ait été fixé, l'invasion de l'Erythrée, projetée par le dictateur éthiopien Mengistu et ses «conseillers» soviétique et cubains, n'a toujours pas eu lieu.

Les récents propos de Mengistu, selon lesquels «Les Soviétiques et les Cubains ne combattent pas en Erythrée» semblent traduire les hésitations de l'Union Soviétique à s'engager à fond, du moins immédiatement, dans la guerre de l'Erythrée.



Assurément les dirigeants du Kremlin redoutent aujourd'hui de s'enliser dans une guerre de longue durée, du fait du niveau atteint par la lutte du peuple érythréen. En décembre dernier, l'hebdomadaire gouvernemental soviétique *Temps Nouveaux*, écrivait : «La révolution éthiopienne a montré qu'elle savait se défendre. Les organes de la propagande impérialiste publient de plus en plus rarement des communiqués mensongers claironnant les «succès» des soi-disant «fronts de libération» : groupements séparatistes réactionnaires qui agissent à l'encontre des véritables intérêts de tous les peuples et ethnies du pays». Il y avait là, chez les officiels soviétiques, l'espoir de voir Mengistu briser rapidement la résistance des fronts érythréens, assimilés pour les besoins de la «cause» de la junte éthiopienne et du Kremlin, à des «groupements séparatistes réactionnaires».

Au même moment, la marine soviétique bombardait depuis la mer Rouge, les positions des forces de libération érythréennes dans le grand port érythréen de Massaua. De nombreux civils érythréens de la côte portuaire furent également atteints par les bombardements au napalm des MIG, dont certains au moins étaient pilotés par des Cubains.

L'ÉRYTHRÉE N'EST PAS L'OGADEN...

Ceci n'a cependant pas pu changer le cours des événements, et les maquisards érythréens ont continué à réduire, à Massaua même, le périmètre restant aux mains de la garnison éthiopienne. De même, les tentatives répétées de ces derniers mois pour rouvrir la route entre le port de Massaua et la capitale de l'Erythrée, Asmara, se sont soldées par un échec complet. Des chars et d'autres forces blindées assistées par des bombardiers devaient être engagés dans une expédition déclenchée simultanément à partir d'Asmara et de Massaua. Le convoi parti d'Asmara, put atteindre Dengolo mais, il y fut rapidement encerclé, tandis que le convoi parti de Massaua était détruit par les forces de libération érythréennes. L'appui maritime et aérien fourni une nouvelle fois par les soviéto-cubains ne parvint pas à enrayer la déroute des unités de Mengistu. D'importantes quantités d'armes et de munitions livrées par l'URSS, qui devaient rejoindre la garnison éthiopienne dans la capitale érythréenne, ne

purent, dans ces conditions, faire le trajet Massaua - Asmara. Et pendant ce temps, les 3 à 4 000 Cubains envoyés depuis plusieurs mois au secours de l'armée de Mengistu, restaient assiégés dans Asmara. Ainsi, l'intervention soviéto-cubaine directe, qui s'est manifestée aussi par la participation à des bombardements massifs, incessants depuis le début de 78, contre la plupart des villes libérées de l'Erythrée, s'est révélée impuissante à modifier la situation sur le terrain.

Les sociaux-impérialistes ont fait ainsi l'amère expérience que l'Erythrée n'est pas l'Ogaden. Les succès rapides qu'ils avaient remportés avec leurs alliés éthiopiens au début de 78, dans cette contrée, ne peuvent être transposés en Erythrée, face à une authentique guerre de libération, menée de façon ininterrompue depuis 17 ans, et où l'essentiel des campagnes et des villes, et l'organisation dans tous les domaines, de la population qui y vit, échappent totalement au contrôle de la junte soutenue par le Kremlin.

UNE FUITE EN AVANT RISQUÉE

Face à une telle situation, une réponse possible est la fuite en avant que constituerait un engagement direct, beaucoup plus massif, de l'URSS, et qui ne manquerait pas de susciter des contradictions nouvelles entre elle et le Tiers Monde, ainsi qu'une résistance accrue à sa pénétration sur le continent africain. La menace d'un tel engagement en Erythrée, a déjà entraîné ces derniers temps des réactions internationales défavorables. Et au sein du mouvement des «non-alignés», la position de Cuba a été critiquée.

En Ogaden, l'URSS avait posé en «défenseur de l'Etat éthiopien contre une agression étrangère», prenant prétexte de l'existence d'un conflit entre deux Etats, la Somalie et l'Ethiopie, et du principe cher à l'OUA, du respect de l'intangibilité des frontières héritées du colonialisme. En Erythrée, les contours mêmes du pays ont été déterminés par la colonisation italien-



Les maquisards érythréens encerclent le port d'Assab, l'un des ports de la mer rouge convoités par l'URSS.

ne, et le rattachement artificiel à l'Ethiopie dans les années 50, par la volonté américaine, utilisant le biais de l'ONU, n'y a rien changé (1). Quand au mouvement de libération érythréen, l'indépendance de la lutte qu'il a menée est difficilement contestable. Aussi, les prétextes auxquels peut recourir l'URSS pour se justifier sur la scène internationale sont pour elle plus difficiles à trouver. Même si le mouvement érythréen a longtemps souffert d'un relatif isolement international, le prestige qu'il a acquis par sa fermeté, est aujourd'hui indéniable ; et les liens déjà anciens qu'il a noués, par exemple, avec les forces patriotes arabes, notamment la Révolution Palestinienne se maintiennent, malgré diverses pressions. Autant de facteurs qui font aussi hésiter l'URSS à se lancer dans une intervention massive, directe et de longue durée contre le peuple érythréen.

LES «AVANTAGES» CUBAINS RENDUS INUTILES

C'est en tentant de se faire passer pour défenseur des mouvements de libération que l'URSS a développé ces dernières années, son intervention en Afrique. L'envoi de milliers de mercenaires cubains, en Angola, à partir de 1975, avait constitué une étape nouvelle de cet engagement. Il s'agissait de l'expérimentation d'une intervention militaire directe, en profitant des «avantages» que Cuba présente sur les pays est-européens dépendant de l'URSS : outre la couleur de la peau de nombreux Cubains envoyés en Afrique «exploitée» pour faire «oublier» un peu le caractère extérieur au continent

de leur intervention, il y a avant tout le prestige dont a longtemps joui Cuba dans le Tiers Monde en tant que pays qui a réussi à échapper dès la fin des années 50, à la tutelle de l'impérialisme américain. L'envoi de 3 500 Cubains dans la capitale de l'Erythrée, devait être un nouveau développement de l'application de ces calculs du Kremlin. Mais, dès lors qu'il s'agit d'attaquer, et pour la première fois, de façon frontale, un authentique mouvement de libération, alors que le prétexte de «l'appui à une partie du mouvement» comme en Angola, ne peut être utilisé, les «avantages» cubains ne pèsent plus très lourds.

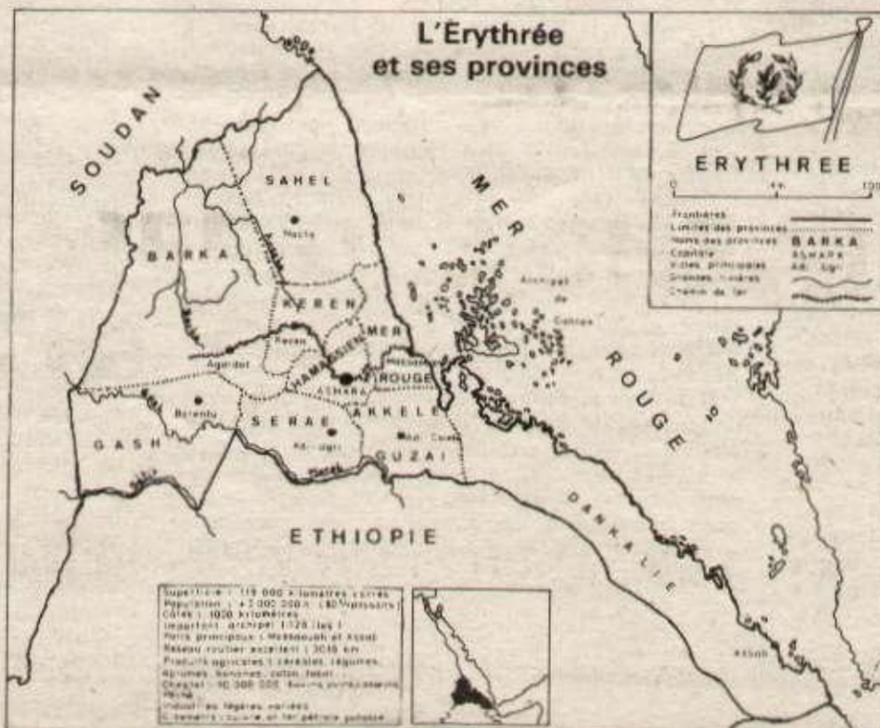
LA MENACE DEMEURE

Pour autant, malgré ces difficultés, le social-impérialisme soviétique n'a certainement pas renoncé à s'assujettir le mouvement de libération érythréen, et compte aussi agir par de nouvelles manœuvres politiques. Déjà en avril 76, il avait encouragé la mise au point d'un plan prévoyant une sorte d'autonomie régionale pour l'ensemble des nationalités en Ethiopie, et qui aurait été étendu à l'Erythrée. Puis, un plan ultérieur prévoyait même la constitution d'une fédération où certaines nationalités, pourraient disposer d'un Etat, et qui aurait englobé un «Etat érythréen», le tout étant placé sous l'autorité de la junte éthiopienne. C'est par de prétendues «solutions démocratiques» de ce genre, combinées avec le maintien de la pression militaire, que le social-impérialisme espère «ramener à la raison» le peuple érythréen. Il peut aussi encourager de nouvelles aventures militaires de la junte éthiopienne, sans s'engager, pour le moment lui-même, plus directement, comme le souhaiterait Mengistu, dont les préoccupations ne coïncident pas forcément totalement avec les considérations internationales de la super puissance soviétique.

La menace demeure donc, elle demeure car les motifs de l'intervention soviétique restent : contrôler l'Ethiopie et l'Erythrée, considérés par le Kremlin, comme un enjeu extrêmement important pour sa stratégie africaine et mondiale.

Jean-Paul GAY

(1) Nous reviendrons sur cette importante question.



Demain : Erythrée : une question coloniale Réponse à la Pravda